TOUT DOIT PARTIR

février 2009 #4

LIQUIDATION TOTALE DE CE QUI NOUS DETRUIT



Nous sommes peut-etre moins nombreux, moins bien armés et moins entrainés,
mais notre soif de vengeance et de liberté fait notre force.

Tout doit partir ?

Ben ouais, TOUT !

Dans un monde basé sur la domination et l'exploitation que pourrait-on bien avoir envie de garder ?

Tout doit partir parce que le "moins pire des systèmes" n'assouvira jamais notre soif de liberté. Parce que la démocratie participative, le capitalisme vert et la croissance durable continuent à nous déposséder malgré les illusions de gestion de la catastrophe. Parce que les projets alternatifs qui tentent de se creuser une niche dans ce monde de merde pour ensuite pouvoir regarder les autres crever depuis leurs petites bulles ne pourront jamais opérer un changement radical et qu'il faut donc détruire toutes les formes de pouvoirs tout en construisant nos mondes entre ami.e.s.

Tout doit partir parce que même sans loyer, sans travail ou à la campagne nous continuons à subir la pression d'un monde qui nous domine.

Ce journal, on l'a mis en route pour compiler quelques méfaits de la guerre sociale en cours afin de pouvoir les rendre visibles, de les partager... Et - qui sait ?- de là, peut-être insuffler des pensées, des dynamiques d'auto-organisation, voire même trouver des affinités.

Tout doit partir, c'est aussi une incitation à prendre part aux choses, parce que si un journal c'est bien, les idées demandent plus que jamais à être traduites en actes.

Pour la liquidation totale de ce qui nous détruit.

Tout doit partir.



toutdoitpartir@boum.org

Taules et centres

Grèce

Guerres et partisans

France

Face à la répression

Autres



EXCLUSIF !

Va vite à la dernière page. Papa Noel, nous a déposé une surprise pour toi !



PAS APPRIVOISÉS, PAS APPRIVOISABLES!

Mercredi soir, peu avant 19H, une trentaine de personnes ont fait irruption devant le centre fermé pour "étrangers" 127bis à Steenokkerzeel. Très vite feux d'artifices, fumigènes et pétards viennent accompagner les cris de rage scandés par les manifestants : "pas de frontières, pas de nations - LIBERTE", "briques par briques, murs par murs, détruisons toutes les prisons", "Solidarité",... Car ces « centres fermés » ne sont rien d'autre que des camps pour déporter les indésirables selon les intérêts de l'économie capitaliste et le contrôle social. S'y opposer devient alors remettre en question les fondements même de ce monde de barbelés.

Un petit mot est lancé plus spécialement à l'adresse de la vingtaine de détenus qui, après une semaine, avaient arrêté leur grève de la faim le jour même, ainsi qu'envers Hossein placé au cachot pour tentative de suicide suite à une expulsion imminente. Depuis le 24 août 2008, la capacité de ce camp de déportation a été considérablement réduite suite aux incendies coordonnés qui ont ravagé deux des trois ailes peu après minuit. Ceci ne fût que le pic (du moins jusqu'à présent) d'une période marquée d'évasions, de révoltes individuelles et d'émeutes. Nous reconnaissons notre propre désir de liberté dans ces gestes de révolte qui portent en eux la possibilité toujours présente de l'affrontement direct avec ce qui nous opprime, sans respecter les marges de contestation permises par l'Etat et ses valeurs. C'est pourquoi aucune autorisation n'a été demandée pour ce rassemblement avec comme conséquence directe la possibilité de s'affronter avec les forces de l'ordre. Après une dizaine de minutes, on décide de quitter les lieux. Au même moment, une première caisse de flics arrive. Demande d'identité, le groupe refuse en block et continue sa route. Deux policiers descendent et le plus zélé des deux tente une première interpellation qui échoue grâce à la cohésion du groupe. Le groupe continue à avancer vers la gare. Il est maintenant entouré de trois voitures de keufs. Au moment de passer la gare, un cordon de flic bloque l'accès au quai et la route menant au village de Nossegem. Une poussée est initiée pour au moins dégager l'accès au quai, ce qui est fait. Les coups de matraques commencent à tomber et dans le mouvement un gros porc de flic soulève une compagnonne au-dessus de ses épaules et la projette à terre. Le groupe est alors scindé par deux rangées de flics et notre compagnonne reste seule par terre, incapable de bouger. Des deux côtés, ça pousse, ça cogne, poings et pieds contre matraques. A chaque fois qu'un compagnon se fait agripper par les flics, il est récupéré par le groupe. Cela dure un bon quart d'heure. Les renforts arrivent en nombre et parviennent à arrêter l'ensemble du groupe.

Tous amenés au commissariat, nous serons relâchés après un contrôle d'identité. Quelques compagnons et compagnonnes refusent néanmoins de décliner leurs identités. Ils seront gardés jusqu'au lendemain. La compagnonne blessée est encore à l'hôpital avec deux vertèbres fêlées.

Il n'est pas à nous de pleurer sur les coups de matraques. Nous revendiquons haut et fort notre choix et notre tentative d'affronter les forces de l'ordre. Avec cette initiative, nous voulons également nous inscrire dans la semaine de solidarité internationale avec Isa et tous les prisonniers en lutte, (accusée, entre autres, d'une tentative d'incendie d'une dépanneuse de flic garée devant un commissariat à Paris).

Par contre, il est bel et bien à nous de continuer à lutter contre les frontières, les prisons et le monde qui en a besoin. Face aux flics qui ont mis une compagnonne à l'hôpital et les heures perdues dans les cellules, nous répondrons et nous appelons celles et ceux qui veulent encore se battre contre l'autorité sous toutes ses formes en diffusant la révolte.

"PAS APPRIVOISÉS, PAS APPRIVOISABLES,
VOUS AUREZ BEAU NOUS MATRAQUER,
VOUS N'AUREZ RIEN CHEZ NOUS DE RENTABLE"

Ce texte a été publié sur www.cemab.be après qu'ait eu lieu une manif mouvementée devant le 127bis.

QUELQUES FEUX DE JOIE DANS LA NUIT...

Nuit du 22 au 23 janvier - VENGEANCE : les vitres d'un commissariat à Gand volent en éclats en solidarité avec « *notre compagnonne brutalisée par la police à Nossegem* »

26 janvier - 3 voitures de police brûlent devant le commissariat de la rue du Bailli à Ixelles (Bruxelles) :

« *Solidarité avec les compagnons qui se sont défendus face à la police après la manifestation de Steenokkerzeel la semaine dernière et avec les révoltés qui ont incendié le 127bis en août. Solidarité avec Isa, Juan, Damien, Bruno et tous les engeôlés de la guerre sociale* ».



Sur www.cemab.be, on trouve parfois de charmants communiqués:

C'est arrivé hier, ça aurait pu être aujourd'hui ou demain, quelques personnes sont passées rendre une visite rageuse aux bureaux de la Croix-Rouge, des substances diverses (peinture, huile, farine, liquide corrosif) ont recouvert le mobilier de l'accueil ainsi que les voitures des membres de la direction garées sur le parking.
Un tag et des tracts ont été laissés sur place :



A l'attention des employés et des bénévoles de la Croix-Rouge

Il n'y a pas si longtemps quelqu'un a dit qu'« il ne fallait pas tant craindre le bruit des bottes que le silence des pantoufles. », car la misère que ce monde produit doit plus à la résignation à ne plus vouloir rien remettre en question qu'à la menace des barreaux et des matraques. Et le tsunami de l'information qui nous noie avec des images de toute la misère du monde ne fait que rendre plus difficile d'en déchiffrer les causes.

Quand on était petit, on nous a appris que la Croix-Rouge et toute sa ribambelle de petites et grandes sœurs (dont l'une des plus connues est Caritas International) étaient de ces institutions au grand cœur. Et que si elles ne changeaient fondamentalement rien au fonctionnement de ce monde dominé par l'exploitation, la guerre, la misère et l'oppression, elles essayaient au moins d'en soigner les blessures et d'en atténuer les souffrances, comme ils disent dans leur langage profondément catholique. Pourtant, le secours neutre n'existe pas. Et, dans le cas de la Croix-Rouge, ce n'est pas bien compliqué à voir…

Tandis que la faim, les désastres, la guerre et l'oppression font fuir chaque année des millions de gens dans l'espoir de pouvoir reconstruire ailleurs une vie un peu meilleure, ce qui les attend ici en Europe c'est le racisme, les rafles, une exploitation sans limites et au bout du compte les centres fermés et les déportations. Quand les réfugiés débarquent ici et font une demande d'asile, ils sont souvent parqués dans des centres dits ouverts (des dizaines de ces centres sont gérés intégralement par la Croix-Rouge). Juste comme les centres fermés, ils sont entourés de barbelés, des gardiens y tournent les clés des portes tous les soirs. On y apprend aussi aux demandeurs d'asile à obéir aux lois du capitalisme et de sa démocratie (des vêtements collectés par la Croix-Rouge y sont par exemple vendus, les 'habitants' y sont forcés d'une main douce à effectuer des travaux pratiquement non-rémunérés dans le centre ou pour la commune où il se trouve – question de les habituer au sort d'exploités qui les attend ici aussi). Ces centres servent également à fixer les demandeurs d'asile et à les rendre dépendants pour qu'ils ne s'aventurent pas dans une vie de débrouille hors de l'enceinte. Ainsi, l'Etat organise, sous prétexte d'un souci humanitaire, un contrôle permanent sur tous ces indésirables. Quand la demande d'asile est refusée, ce sont l'Office des Etrangers et la police qui viennent arrêter les réfugiés refusés dans ces centres neutres et ouverts pour les déporter vers la misère et la mort. La Croix-Rouge n'offre donc jamais un secours neutre puisque ses activités font partie intégrante de la politique de contrôle de la gestion de l'immigration.

La Croix-Rouge entretient des liens étroits avec l'Organisation Internationale pour les Migrations, cet organisme qui cherche à soumettre les flux migratoires aux besoins du capitalisme et du contrôle social. Ce même organisme se sert d'une multitude d'organisations humanitaires et d'ONG pour réaliser son chantage avec ses primes de retour. Des réfugiés à qui ce système a enlevé toute perspective, se voient offrir une pauvre indemnité pour retourner volontairement à leur pays d'origine. Alors c'est simple : d'abord on leur enlève tout avenir, on les enferme dans des centres d'accueil, on leur fait comprendre qu'ici aussi c'est la pauvreté qui les attend et finalement on les fait chanter avec quelques centaines d'euros pour qu'ils oublient les raisons pour lesquelles ils avaient fui…

Dans d'autres pays européens, comme en Italie ou en Espagne, la Croix-Rouge Internationale gère directement les centres fermés d'où l'Etat déporte les réfugiés en fin de procédure. Des centres fermés avec leurs gardiens, leurs cellules d'isolement, leurs passages à tabac, leurs abus et tout simplement la privation de

liberté. Alors, la Croix-Rouge montre encore plus clairement ce qu'elle est vraiment : l'aile humanitaire de la domination. De la même manière en Belgique, ce sont les infirmiers de la Croix-Rouge qui, quand les indésirables se mutinent dans ces centres, soignent les blessures sans faire entendre la moindre critique et les bourrent de tranquillisants. Et ça, ça s'appelle choisir son camp.

Mais il n'y a pas que les réfugiés qui débarquent sur les plages espagnoles ou qui, épuisés, mettent pied à terre dans les ports et aéroports européens. Il y a aussi ces millions de réfugiés au Moyen-Orient et en Afrique qui ont été chassés de leurs maisons pour ensuite être accueillis dans d'énormes camps de concentration (dans le sens strict du terme : enfermer administrativement dans un endroit circonscrit et contrôlable des catégories de gens pour des raisons raciales et de contrôle ou pour des fins d'exploitation). Ces camps sont souvent gérés par la Croix-Rouge et pas seulement avec ses médecins, mais aussi avec ses agents de sécurité. Ainsi la Croix-Rouge ne fait que renforcer l'ordre actuel d'oppresseurs et d'opprimés – qui tandis qu'elle soigne ces derniers, tente de calmer la révolte qui, elle seule, pourrait réellement changer quelque chose.

Quand les armées de la démocratie ont envahi l'ex-Yougoslavie, l'Afghanistan et l'Iraq, ils amenaient derrière eux l'armée humanitaire de la Croix-Rouge. Sous prétexte de protection contre une politique d'épuration ethnique, la Croix-Rouge s'est chargée de la gestion d'une série de camps de concentration et de prisonniers en ex-Yougoslavie. En réalité, elle cherche à intégrer la politique européenne de contrôle des flux migratoires dans les manœuvres militaires des forces de l'ONU. Chacun sait (et pas mal d'employés dissidents de la Croix-Rouge l'ont quittée parce qu'ils ne supportaient plus cette neutralité odieuse) qu'il est impossible de rester neutre en temps de guerre. Rester neutre signifie choisir le camp du plus fort – même quand on soigne le plus faible. La conduite des guerres actuelles serait « humanitaire », mais quel être sensé pourrait jamais croire qu'il y a quelque chose d'humanitaire dans les bombardements, les corps déchirés, les blessés, les viols ? En prétendant rester neutre, la Croix-Rouge ne fait que renforcer le pouvoir en place. En Iraq, en Afghanistan, comme ailleurs.

L'histoire en apparence sans fin de l'exploitation et de l'oppression a toujours eu besoin d'un corps de collaborateurs qui se cachent volontiers derrière un « je ne savais pas ». La gestion démocratique du capitalisme et de l'oppression a tout intérêt à étendre le plus possible ce que quelqu'un a appelé à l'époque des camps d'extermination nazis « la zone grise de la collaboration ». Refuser de collaborer avec un système qui organise la déportation systématique pour préserver les profits économiques et le pouvoir de quelques uns, c'est ouvrir la possibilité d'une critique réelle du monde dans lequel on est forcé de vivre.

Grattons le vernis humanitaire de ce système mortifère de déportation, d'incarcération et d'exploitation !

Quelques ennemis de toutes les frontières.

bref, du désordre

26/01 – BRUXELLES - Un véhicule de ISS a été incendié à Koekelberg. ISS CLEANING est une entreprise qui participe à l'entretien des centres fermés en Belgique.

20/11 - BRUXELLES - Mardi matin, les 500 sans-papiers qui occupaient un bâtiment d'Elctrabel chaussée d'Ixelles ont été expulsés par la police. Les sans-papiers et leurs (nombreux) soutiens se sont alors dirigés vers les locaux de l'INSAS où ils sont restés plus ou moins 2h, avant de rejoindre en début de soirée le campus de l'ULB où une occupation du grand hall omnisport a commencé et dure toujours.

9/11 – IXELLES - Suite à une grande opération policière dans différents cafés d'Ixelles, une centaine de personnes est arrêtée. La plupart était sans-papiers. La semaine d'avant, 40 sans-papiers avaient été arrêtés lors d'une rafle dans les trains.

26/10 - MERKSPLAS - Un prisonnier met le feu au rideau de sa cellule après que la direction ait décidé de le punir en lui interdisant de recevoir du tabac. Deux matons sont envoyés à l'hôpital avec des problèmes respiratoires. Ils auraient mieux fait de s'allumer une clope et de rester chez eux.

25/10 VOTTEM – Une 70aine de personnes bloquent les quatre entrées du centre fermé pour étrangers. En s'enchaînant aux grilles, ils ont empêché les déportations prévues ce jour-là. Le même jour, des actions contre les expulsions ont également eu lieu au Danemark et aux Pays-Bas.

Trois années de révolte dans les prisons belges...

Notre désir de liberté est plus fort que les barreaux !

CES TROIS DERNIERES ANNEES, la tension n'a pas cessé de monter dans les prisons belges. La révolte semble se répandre partout et inspirer de plus en plus de prisonniers à ne plus accepter sans bouger le régime carcéral. A ne plus accepter sans bouger qu'on les prive de leur liberté, qu'on les humilie sans cesse, qu'on les batte, qu'on les enterre vivants dans des cellules d'isolement, qu'on leur donne à peine de quoi manger, qu'on les prive de soins médicaux, etc. : il y a tant de raisons de se révolter, et aucune pour rester passif.

La révolte des prisonniers s'est exprimée de différentes façons : évasions individuelles ou collectives, attaques contre des matons, mutineries, destructions et sabotages, incendies. Chaque acte en inspire un autre et ouvre mille et une possibilités de révolte.

En 2006, la tension a commencé à monter avec l'agitation autour de la prison de haute sécurité de Ittre. Là, quelques prisonniers qui s'étaient fait tabasser ont courageusement contre-attaqué et, le plus beau, c'est que des dizaines d'autres prisonniers les ont soutenus. Et quand les prisonniers rompent la résignation omniprésente et se révoltent, ils regagnent un certain goût pour la liberté, qui ne tolère plus de barreaux ni de matons. Peu de temps après, une mutinerie a éclaté à la prison de Mons. Les matons ont senti que ça commençait à chauffer et ont organisé la énième grève nationale, pendant laquelle les prisonniers étaient, comme à chaque grève, plus que jamais pris en otage. En réponse, les prisonniers de Nivelles ont brûlé toute une aile de la prison. Ce feu de joie causa une onde de choque à travers les murs froids et donna à de nombreux prisonniers la force de se battre pour un peu de dignité. A Bruxelles, 150 personnes ont manifesté en solidarité avec les prisonniers qui se rebellent…

L'été 2006 fut un été d'évasions. Une dizaine de prisonniers se sont échappés de différentes prisons. A la fin de l'été, deux prisonniers de Dendermonde ont cassé les serrures de leur cellule. Au lieu de simplement s'enfuir, ils ont arraché aux matons les clefs des autres cellules de l'aile et ont pris le temps d'ouvrir, l'une après l'autre, les cellules des autres prisonniers. Ils furent 28 à s'échapper. Malheureusement, ils ont tous étés repris au cours des trois années qui ont suivi.
Et c'est alors qu'est arrivé le tournant définitif. Fin septembre, Fayçal a été assassiné dans une cellule d'isolement de Forest par des matons lui injectant à deux reprises de l'Haldol. Dans le quartier des Marolles (Bruxelles) où il habitait, quelques jours d'émeutes ont éclaté. La police a du militariser tout le quartier pour y ramener le calme. Des centaines de jeunes ont été arrêtés préventivement et enfermés durant plusieurs jours. Mais, dans les prisons aussi, une réaction a suivi. A Lantin, le quartier d'isolement, le tristement célèbre bloc U, a été ravagé. Tandis qu'à Forest, le préau a été occupé. Enfin, à Ittre, une énorme mutinerie a éclaté au cours de laquelle plusieurs bâtiments ont été incendiés et les affrontements avec les flics antiémeutes ont duré plusieurs heures. Les matons se sont mis en grève tandis qu'à l'extérieur des bureaux de leur syndicat étaient attaqués. A Bruxelles, de peur d'être agressés, les matons étaient alors escortés au 'travail' par des flics…

« C'est à nous qu'on a donné l'honneur de détruire le fameux bloc U de Lantin. Et croyez-moi, c'est une vraie victoire et je crois que beaucoup de monde qui est passé par là serait ravis de le savoir. Tous fêteront cette victoire avec nous. La maison de peine à Lantin est aujourd'hui une demie ruine. À mes chers amis : nous combattons toujours dans la mesure du possible. Fait le savoir à tout le monde ! Restons tous solidaires et déterminés! »

Un prisonnier de Lantin à propos de la destruction du quartier d'isolement le 18/10/2006

La réaction de l'Etat face à ces révoltes a été, entre autre, de transférer des prisonniers. Des dizaines de prisonniers ont été rapidement transférés d'une prison à l'autre dans l'espoir que ceci briserait leur résistance. Mais ceci n'eut d'autre effet que de diffuser plus encore la révolte. Jusque dans les prisons les plus petites, comme Arlon et Verviers, qui sont connues pour leur

'tranquillité', des prisonniers ont brisé la résignation.

A partir de 2007, les révoltes ont aussi gagné les prisons du Nord. A Merksplas, des centaines de prisonniers se sont révoltés. Ils ont chassé les matons et se sont emparés de la prison. Ils ont alors immédiatement entamé la seule 'réforme' possible d'une prison : sa destruction. Différents pavillons sont partis en fumée avant que la police, accompagnée de la brigade spéciale d'intervention, ne fasse irruption. Même durant les habituels transferts, des petites émeutes ont encore éclaté, notamment à la prison de Turnhout et de Oudenaarde. A la mi-2007, des émeutes ont encore éclaté dans différentes prisons, entre autres dans la prison pourtant si tranquille de Verviers où une aile a été complètement dévastée. Enfin, à Andenne, une révolte organisée a encore éclaté tandis que début 2008 à Hasselt, des visiteurs ont attaqué différents matons (en réponse à quoi les prisonniers ont occupé deux fois le préau)…

Entre-temps, l'Etat a peu à peu commencé à faire le compte. C'était clair qu'il y avait un problème. Et pour résoudre ce problème, l'Etat a commencé à planifier la construction de nouvelles prisons de différents types (pour mineurs, pour les prisonniers rebelles des centres fermés pour immigrés, prisons 'psychiatriques' et modules d'isolement pour les 'prisonniers récalcitrants ou à haut risque d'évasion'). Mais, pendant ce temps là, le vent de révolte continue à souffler, et des émeutes éclatent aussi dans les centres fermés où des immigrés sont enfermés en attendant leur prochaine déportation parce qu'ils n'ont pas les bons papiers. En plus, différents prisonniers qui avaient d'abord purgé leurs peines en prison et y avaient fait l'expérience de révoltes étaient transférés vers ces centres de déportation. Jusqu'à présent, cette agitation a connu son apogée le 24 août 2008, quand le centre fermé de Steenokkerzeel a été incendié de manière coordonnée et deux de ses trois ailes dévorées par les flammes.

Mais la lutte dans les prisons ne s'exprime pas que dans les révoltes visibles ou les destructions. Elle se cache dans tous les actes de résistance, de refus, aussi petits soient-ils. Chaque non répondu aux matons, le refus quotidien de l'héroïne et des drogues, la résistance individuelle de ceux qui sont placés en isolement, etc. La grande victoire de ces dernières années n'est pas uniquement le dégât causé à ceux qui ont besoin de la prison pour conserver leurs privilèges, mais surtout l'expérience de révolte qui a été partagée, la dignité et la fierté qui ont été reconquises, l'aspiration à la liberté qui a été retrouvée.

Hors des murs, des anarchistes et autres amants de la liberté ont aussi tenté d'exprimer leur solidarité avec la lutte des prisonniers. Des tracts ont été diffusés des dizaines de fois, aux portes des prisons comme dans les quartiers, pour soutenir les révoltes et manifester de la solidarité. A part ça, il a aussi été tenté de faire comprendre le rôle de la prison, le fait qu'elle n'a rien à voir avec ce qui peut nous paraître juste ou non, mais qu'elle sert uniquement à défendre cette société basée sur l'exploitation et la domination. Ainsi, il a souvent été question de la prison et son monde, parce que la prison n'est effectivement pas quelque chose d'isolé. En fait, la logique de l'enfermement est le fondement de la société dans laquelle nous sommes forcés de vivre. Ce n'est donc pas par hasard que la prison ressemble à l'école, à nos quartiers qui sont de plus en plus militarisés avec la présence de contrôleurs en tout genre, de balances et d'uniformes, aux usines et aux entreprises où nous sommes forcés de travailler des heures durant pour nouer les deux bouts à la fin du mois tandis que les riches sont de plus en plus riches…

La révolte des prisonniers ne reste pas toujours isolée entre quatre murs, elle a aussi trouvé son expression dans la rue. Les infrastructures de la justice, de la police et de la prison ont maintes fois été attaquées, les entreprises qui se font de l'argent sur la prison n'ont

CAVALES!

16 janvier
Deux détenus passent devant le juge au palais de Justice de Bruxelles pour statuer sur la reconduction de leur détention provisoire. Un complice entre tranquille dans la salle d'audience avec deux armes, leur en balance une et ils se font la malle.
Ils courent toujours…

20 janvier
un fourgon cellulaire transfère douze détenus de Lantin au palais de justice de Liège. Lors du trajets quatre détenus, attachés les uns aux autres parviennent à retirer leurs menottes. Quand le fourgon s'immobilise ils tentent de s'évader, trois sont retenus par les flics, le quatrième court toujours…

8 octobre
Prison de Ittre: Deux détenus tentent de s'évader par la grande porte en prenant en otage deux gardiens. Ils ont été repris. Pas de bol.

pas non plus été épargnées.

Les temps à venir ne seront pas faciles. L'Etat est en train de se donner de nouveaux instruments pour briser la résistance des prisonniers, tels que les quartiers d'isolement dans les prisons de Bruges et de Lantin, des peines supplémentaires et des mesures disciplinaires pour les prisonniers qui ont participé aux révoltes et enfin la simple augmentation de la capacité avec la construction de nouvelles prisons (Dendermonde, Turnhout, Achêne, Gand…) qui doit permettre de mieux séparer les prisonniers, les transférer, les diviser en différentes catégories. Nous n'attendions pas autre chose de l'Etat, il s'agit maintenant de mettre à profit les expériences de révolte, d'entretenir et de renforcer les liens de solidarité. Et cela, pas seulement à l'intérieur des murs, mais aussi dans la rue. Parce que nous n'avons rien à perdre sauf nos chaînes.

Pour la destruction de toutes les prisons !
Nous ne luttons pour rien de moins que pour la liberté de tous !
Force et détermination pour les prisonniers rebelles !

Des anarchistes

Cet texte est extrait d' «**au-delà des murs**», diffusé devant quelques taules en Belgique

A propos d'une prise d'otage et d'une révolte à la prison de Louvain

Au-dela des murs et des barreaux

Jeudi 24 juillet 2008 à la petite prison de Louvain –
Aux alentours de 18h, deux jeunes prisonniers, âgés de 18 et 20 ans, menacent une matonne avec un couteau artisanal et la forcent à ouvrir leur cellule. Danny et Joseph réclament un entretien avec la direction de la prison pour protester contre leur emprisonnement. Une fois sortis de la cellule, la matonne s'échappe et les deux prisonniers s'enfuient dans la bibliothèque où ils se barricadent, cassent une partie de l'infrastructure et tentent d'y mettre le feu. Quelques tentatives de négociations de la direction ne suffisent pas à les forcer à se rendre et, quatre heures plus tard, les grands moyens sont employés. La DSU (l'unité d'intervention spéciale de la police fédérale) fait irruption et arrête les deux révoltés. Le parquet ouvre une enquête judiciaire pour prise d'otage, détention d'arme interdite, incendie et destruction d'objets d'utilité générale. Les deux prisonniers sont enfin transférés à la prison centrale de Louvain.

Vendredi 14 novembre 2008 -
Le tribunal correctionnel de Louvain condamne Danny et Joseph à quatre ans supplémentaires de prison. Le tribunal admet avoir prononcé des peines lourdes parce que les deux individus n'ont pas voulu collaborer à l'enquête et parce qu'ils avaient maintenu une attitude agressive face à la justice.

Mais attends une seconde. En fait, qui sont les ravisseurs ?
La prison est l'endroit où ceux qui sont au-dessus de nous poussent la privation de la liberté à l'extrême. La prison est aussi l'endroit où nous pouvons apercevoir l'essence du monde dans lequel nous vivons, sans ses masques. Les murs, les barreaux et les uniformes défendent et renforcent l'enfermement.
Beaucoup de personnes se demandent sans doute ce qu'on veut dire par là, ce que la prison peut bien avoir à nous dire sur le monde dans lequel nous vivons.
Parmi bien d'autres (pensez aux prisons psychiatriques et pour mineurs, aux centres fermés, aux bracelets électroniques, la police, les caméras, les contrôleurs… la liste est interminable) la prison est un moyen pour faire accepter les règles de la société aux gens. Une société qui n'est pas basée sur le bien-être pour tous mais sur la prospérité du monde de l'argent. Et cette prospérité a besoin de riches et donc aussi de pauvres. Cette prospérité a besoin de contrôle et de misère.
Nous ne sommes pas étonnés que le tribunal punisse lourdement ce que Danny et Joseph ont fait en aspirant à leur liberté. Et le tribunal continuera sans aucun doute sur cette voie. Car dans ce monde il n'y a pas de place pour les gens qui résistent contre leur oppression et qui passent à des actes qui représentent un danger sérieux pour celle-ci, et par ce monde ils seront toujours lourdement condamnés.
Nous soutenons ce que Danny et Joseph ont fait parce que nous y reconnaissons notre propre aspiration à la liberté. Nous méprisons la prison et le tribunal, et tout ce qui participe avec eux à la destruction d'êtres humains pour protéger leur monde dans lequel personne ne pourrait jamais être libre.

Solidarité avec Danny et Joseph !
Toujours du côté des prisonniers qui rendent les coups !
Contre toute forme de prison !

Ce tract a été diffusé autour des prisons à Louvain fin novembre

JAMAIS PAR LE CONTRÔLE ILS N'OBTIENDRONT LA PAIX !

Comment sommes-nous gouvernés, ici même, au milieu d'un tram ou d'un métro ? Nous sommes impuissants et gouvernables parce que nous sommes isolés, atomisés, endormis les yeux ouverts, yeux aveugles aux mondes. C'est un trajet que nous subissons dans la solitude de l'hiver, c'est un contrôle au faciès que nous n'avons pu empêcher faute d'amis d'infortunes, c'est un visage que nous n'avons pu rencontrer transis dans la peur de briser la séparation, c'est un enfant qui s'exalte devant le terrain de jeu nouveau que constitue un tram et qui se voit rappeler à l'ordre de peur de déranger les « autres », c'est un musicien ambulant qui prend 300 euros d'amende pour avoir éveillé un de nos sens.

En juin 2008, la STIB instaure Mobib, c'est-à-dire un abonnement de transport qui est muni d'une puce RFID, ce qui veut dire que la Police peut savoir où et quand vous êtes montés à bord des transports en commun. Autrement dit, un traçage supplémentaire des déplacements. En juillet 2008, la STIB, toujours, lance l'opération Vigilis. Cette opération permet désormais aux agents de sécurité du réseau de vous demander votre carte d'identité, de fouiller votre bagage à main, de vous menotter 30 minutes en attendant la police. Cette opération est, bien entendu, néfaste pour tout le monde, mais plus particulièrement pour les personnes « sans-papiers » qui, mêmes si elles ont leur ticket, peuvent subir un contrôle d'identité et se retrouver en centre fermé.

Tous ces événements sont les signes d'une société qui a peur et qui demande qu'on la protège ... Mais de qui et de quoi a-t-elle peur ?

Ce qui est en crise à travers l'économie c'est la politique capitaliste en tant que telle et pas seulement une certaine figure du capitalisme. Ce qui devient palpable dans cette étrange époque que nous traversons c'est la fragilité, la vulnérabilité d'un système que l'on nous avait présenté jusqu'alors comme immuable, comme le seul monde possible. « Terrorisme » est le nom que ceux-là donnent pour disqualifier tout acte à la hauteur de ce temps en le renvoyant hors du champ politique. Or ce que l'on nous demande de JT en émissions spéciales, c'est de rester chez nous, de nous tenir tranquilles, de laisser notre argent dans les banques et de serrer les fesses. On nous dit que si nous agissons, que si nous refusons de marcher au pas, on risque d'ébranler la machine, d'empirer la situation. Ce que vise cette terreur là c'est bien la perpétuation d'un ordre qui ne survit que par la négation de l'existence des logiques conflictuelles qui sévissent en son sein, des actes quotidiens d'insubordination et de leurs expressions multiples.

Ce que nous pouvons affirmer aujourd'hui, c'est que le capitalisme n'est pas un destin inéluctable et que la société de contrôle généralisée et planétaire est une fiction. Une fiction avec des effets réels, désastreux, certes, mais une fiction qui peut être renversée. Ce monde est en crise et ses gestionnaires ne nous proposent guère mieux que la politique du pire, c'est-à-dire un art du « sauvetage »: à savoir les acquis sociaux pour la gauche, l'économie pour la droite et la planète pour les écologistes. Certes les tentacules du flicage de nos vies se répandent, certes le nombre de caméras ne fait que croître, certes les technologies de contrôle, d'identification, de traçage ne cessent de dessiner, jour après jour, un monde de plus en plus inhabitable. Mais ce que ne pourront dissimuler les oligarchies dominantes et leurs chiens de gardes (journalistes, flics, économistes, professeurs d'université, politiciens, technocrates et bureaucrates de tous bords), c'est le grondement de ce que le vieux Machiavel appelait le « peuple des tumultes ». Ce qui restera à jamais ingouvernable c'est la multitude de tous ceux pour qui ça ne peut plus durer, tous ceux pour qui ça doit s'arrêter. Quoi que puisse produire comme violence les gouvernements de tous bords, ils ne pourront jamais réduire au silence l'excès des activités collectives contestatrices. Ce que manifeste cette plèbe désorganisée, quand elle bloque des TGV, quand elle pratique des autoréductions, quand elle se met en grève sauvage, quand elle empêche une rafle de « sans-papiers », un contrôle de la STIB ou quand elle s'en prend à la police, c'est l'ingouvernable sur quoi tout gouvernement doit en définitive se découvrir fondé. Ainsi à chaque fois cet excès sépare le peuple de la société et de son gouvernement. Quand nous refusons de payer notre ticket, d'aller au cours, de nous rendre au travail, toujours plus malades imaginaires, nous refusons de répondre à l'appel du rassemblement des hommes apeurés et des gouvernements qui s'y fondent. Dans ces actes de désobéissance, de sabotage, de lutte, nous faisons exister la fraternité des égaux qui refusent de se définir comme un troupeau désorienté en référence au père-pasteur.

Personne ne peut plus nier que ce monde est en train d'imploser de toutes parts. Ses nouvelles contradictions ne sont possibles que grâce à la création de nouvelles formes de police, se déployant de l'espace jusque dans nos corps, en passant par nos rues et nos transports en commun. A la prolifération des techniques de gouvernement s'oppose, pied à pied, l'art pratique de ne pas être gouverné comme ça, par eux, à ce prix. Il reste à chacun de trouver ses frères et d'inventer des usages non prescrits pour que prolifère les insubordinations.

Les mauvais jours finiront ...

Ha, MOBIB! On ne s'étonne jamais assez des progrès de la science! Et c'est toujours avec un plaisir renouvelé que l'on voit celle-ci se mettre au service du contrôle et de la flicaille.

Ha, MOBIB! L'abonnement STIB lancé avec fracas l'année dernière à coup de pubs «LIBERTE, RAPIDITE, FACILITE» . Le mouchard muni d'une puce RFID soi-disant pour mieux gérer les flux de voyageurs. Tous vos déplacements enregistrés et pourquoi pas bientôt le contrôle à distance?

En tout cas, nous serons rassurés d'apprendre que nos déplacements seront non seulement transmis à la flicaille à sa demande mais qu'en plus tout un chacun peut facilement consulter les données de votre carte. C'est ce qu'un groupe de chercheurs de l'UCL a découvert récemment, pour plus d'infos: http://www.uclouvain.be/sites/security/mobibhtml

GRRR...  GRRR...  GRECE !



Le 6 décembre 2008, Alexis-Andreas Grigoropoulos a été abattu par un flic lors d'une altercation dans le quartier d'Exarchia (Athènes). Très rapidement les actes sont pris en considération et l'information se diffuse largement, notamment via les différents réseaux anarchistes de tout le pays.

Les heures qui suivent la mort d'Alexis voient éclater des manifs spontanées dans plusieurs villes. Dès les premiers instants, ces rassemblements sont accompagnés d'affrontements avec la police, d'attaques ciblées contre des symboles de l'Etat et du Capital. Par ailleurs, des universités sont occupées et servent de points de ralliement pour la lutte.

La presse officielle – toujours prête à jouer la courroie de transmission entre le pouvoir et la dite opinion publique – a essayé de circonscrire les faits à quelques centaines d'anarchistes qui profiteraient de l'événement pour mettre en acte leur attirance pour la destruction. Or, s'il est vrai que la situation a pris consistance grâce à la réaction immédiate de plusieurs camarades, force est de constater que, dès les premiers jours, anarchistes et autres « politisés » ne sont plus qu'une partie des révoltés.

Des milliers et des milliers de personnes descendent dans les rues de 42 préfectures de Grèce (même dans des villes où il n'y avait jamais eu de manifs auparavant). Jeunes, étudiants, lycéens, chômeurs, travailleurs, immigrés, toutes ces catégories qui tendent à s'effacer dans la lutte, prennent part à des manifestations émeutières durant lesquelles sont attaquées banques, grands magasins, ministères, commissariats. Des magasins sont pillés et des bâtiments publics sont occupés afin de pouvoir y organiser la lutte (pour celles et ceux qui s'organisent sous la forme d'assemblée) et y tenir des assemblées générales quotidiennes. Au final, plus de 700 lycées et 100 universités sont occupés, auxquels on peut ajouter différentes mairies ou autres bâtiments des services publics.

L'acceptation et l'appropriation à un large niveau de ces formes de « violences politiques » sont certainement dues – au-delà d'une certaine instinctivité à utiliser ce qu'il nous semble bon quand on n'a plus rien à perdre, mais tout à gagner – à la présence, tant en acte qu'en théorie, des anarchistes et autres anti-autoritaires dans la société grecque ces quatre dernières années.[1]

Au-delà du fait de ne pouvoir encaisser que le Pouvoir embarque un des nôtres sans broncher, il semble bien que la mort d'Alexis ait été le détonateur d'une révolte plus générale qui couvait dans son coin depuis quelques temps et qui a enfin trouvé à exploser. Une révolte face à l'offensive généralisée et chaque jour un peu plus grossière de l'Etat et des patrons. Une révolte qui ne peut que s'intensifier dans ces moments de crise et de « récessions économiques ».

C'est d'ailleurs déjà le cas. En Bulgarie, en Lithuanie, en Guadeloupe, en Islande et dans bien d'autres pays des protestations s'élèvent et prennent souvent des formes radicales inattendues (grève générale, émeute de la faim, casse, affrontement avec la police,...) Mais, pour ce que nous en savons, la plupart de ces révoltes – même si elles utilisent des moyens assez durs - restent confinées dans le cadre de la demande aux politiques ou veulent faire tomber le gouvernement actuel qui les a foutu dans la merde pour en instaurer un nouveau qui sera, soyons-en surs, « plus mieux ». (comme si le problème résidait dans les personnes au Pouvoir et pas dans les structures même de celui-ci). Ce qui nous a plu en Grèce, c'est l'absence de revendication, le refus en bloc de s'asseoir à la table des négociations et l'impossibilité à se faire récupérer. Les syndicats et les partis (parti communiste en tête) ont essayé de ramener les enragés au réalisme politicard, mais les gens dans la rue savaient qu'ils ne pouvaient pas déléguer cette soif de vie et de bouleversement social à des représentants en manque de reconnaissance.

Autre point intéressant de ce moment insurrectionnel est la solidarité internationale de grande ampleur qui a été démontrée à travers le monde. Un peu partout des personnes se sont reconnues dans ce qui se jouait en Grèce et ont voulu y prendre part à leur manière. Pas juste en apportant un « soutien » ou en déclarant leur sympathie, mais bien souvent en intensifiant le conflit ouvert contre les instances du Pouvoir (politique et économique) là où elles se trouvaient. A Londres, Berlin, Istanbul, Bruxelles, Bordeaux, Rome, New York, Luxembourg, Paris, Moscou, en Nouvelle-Zélande, Uruguay, Chypre, Scandinavie.... des consulats et des ambassades sont occupés, des commissariats et des banques attaqués, des manifs sauvages sont organisées, des voitures (de flics) brûlées, des tags de soutien fleurissent un peu partout sur les murs. Solidarité internationale qui s'était quelque peu perdue avec la fin des années '80 et qui fait plaisir à revoir sous une telle ampleur.[2]

[1] Pour plus d'infos sur le mouvement anarchiste grecque on vous recommande le journal « cette semaine » (http://cettesemaine.free.f) qui, au cours de ces dernières années reprend souvent une rubrique « Grèce » dans son sommaire ainsi que les brèves du désordre. Et, pour les anglophones : http://directactiongr.blogspot.com/

[2] Pour une chronologie plus détaillée mais probablement non-exhaustive : http://non-fides.fr

En Grèce, la répression ne s'est évidemment pas faite attendre. Dès les premiers jours, des personnes furent notamment arrêtées sous l'accusation d'*« appartenance à une association terroriste »,* d'autres furent placées en résidence surveillée,… Mais, par rapport à ce qu'elle s'est pris dans la gueule, on peut dire que la répression a patiné. Souvent acculée à des réflexes défensifs, la flicaille, défaite en bien des endroits et à bien des moments, ne pouvait que tenter de sauver les meubles. Il est vrai que dans cette situation l'outil répressif policier trouvait d'autant moins de sympathie ou de légitimité auprès de la population qu'il était, en partie, à l'origine de cette rage.

Alors, quand on ne peut jouer les gros bras, on essaye d'autres tactiques ; plus idéologiques celles-là. Mais là non plus la tentative de division entre les « anars cagoulés hooligans », les « bons lycéens » et les « immigrés pilleurs » n'a pas prise. C'est vrai qu'il est dur d'isoler, de briser les liens qui se tissent quand des milliers d'exploités se coordonnent, se retrouvent sous les mêmes slogans, les mêmes pratiques de lutte, la même rage contre cette vie de merde qu'on nous impose et parfois la même vision d'un monde de liberté et de solidarité.

Si ce n'est la répression qui a mis fin à ce mois enflammé, plusieurs personnes se retrouvent quand même aujourd'hui entre les griffes de la machine judiciaire. Entre le 6 décembre et le 14 janvier au moins 67 personnes sont passées en détentions préventives, certaines attendent encore leurs procès. Si un soutien matériel est nécessaire, il nous appartient surtout, à nous qui sommes plus loin, de ne pas les oublier en continuant et en propageant les gestes pour lesquels ils se retrouvent dans cette situation.

Sans vouloir tourner la page ou enterrer cette expérience par des analyses à postériori, il nous reste des questions qui sont autant de pistes de réflexion pour le futur.

Alors que les attaques de commissariats, les affrontements et les barrages routiers, les barricades et les batailles de rue, étaient un phénomène social quotidien dans les villes et au-delà. Alors que ces actes ont contribué à une dérèglementation partielle du cycle de production et de consommation. Qu'a-t-il manqué pour atteindre le point de non-retour ?

En bien des points les « flux » du capital ont été bloqués, mais jamais la production elle-même. Il n'y a pas eu d'occupation ou de désertion d'usines, pas non plus de grève générale illimitée. Peut-être a-t-il manqué ce petit quelque chose qui brise la séparation entre « la vie » et « la lutte » ? Cette inconnue qui fait que tu ne vas plus « casser » après ton boulot, mais que tu casses ton boulot.

Que faire d'une telle force ? Quand du terrain est regagné, qu'est-ce qu'on en fait ? Là, vient la question de la perspective révolutionnaire. Alors que le Capital nous a dépossédé de toutes formes d'autonomie, que fait-on pour se maintenir une fois le pillage terminé ? Comment est-il possible de reconstruire sur les ruines du vieux monde alors que nous dépendons totalement de ses structures et de son organisation ?

Loin d'être une défaite, ce mois doit en appeler d'autres et il éclaire déjà de ses flammes l'avenir de la révolte.

Des événements en Grèce

Ces émeutes, à distance, ont déjà fait reculer le pouvoir français sur ses minables réformes lycéennes, et peut-être d'autres encore. Les émeutiers grecs nous montrent ainsi une voie qui avait été cherchée lors de la contestation du CPE et ces dernières semaines (occupations de lycées et d'autres bâtiments, blocage de voies de communication et quelques bagnoles cramées), ils font mieux et refusent le dialogue truqué avec l'Etat et ses sbires. Ce n'est que lorsqu'il parle tout seul qu'un ministre peut évoquer « un dialogue serein » (les mots du ministre de l'éducation nationale il y a quelques jours). Ici, comme en Grèce, la discussion ne peut commencer que par la contestation en actes des forces répressives. Leur existence est déjà une insulte.

La liberté fait ses premiers pas quand on n'a plus à trembler devant des flics, des vidéo-surveillants et le fichage généralisé. Les lois sont faites pour nous apeurer, nous décourager et plus généralement nous interdire de faire quoi que ce soit. En Grèce la peur et la résignation changent de camp

(« Aujourd'hui, le peuple est en colère contre tout, contre la mort d'Alexis, contre la police, contre le gouvernement, contre les réformes… et nous, nous sommes le bouclier. (…) Je me demande si je ne serais pas mieux dans mon village, où je pourrais reprendre l'élevage des moutons et vivre tranquille. Surtout, je n'aurais plus ce sentiment de honte qui me ronge », un policier grec dans le Figaro du lundi 22 décembre 2008) :

L'INSURRECTION CONTINUE. Si elle prend partout, on ne l'arrêtera jamais. C'est pourquoi nos médias maintiennent ces évènements historiques à l'arrière-plan ou inventent des spécificités grecques (jeunesse mal payée, corruption, réformes qui ne promettent que le pire mais c'est partout que les ordures nous gouvernent). Insistons sur quelques points : il ne s'agit pas d'une révolte d'une partie de la jeunesse mais bien de toute une population, de gens sans revendications ni représentants, mais dont nous partageons certainement les intentions (disparitions de tous ceux qui parlent pour nous : partis, syndicats, experts, journalistes, associations…) et les dégoûts (le salariat et le monde misérable qu'il produit, ses congés forcés, l'éducation obligatoire pour s'y insérer, et autres « aides » de l'Etat quand on s'en éloigne).

En cette période de crise, comme d'habitude, nos dirigeants nous présentent de nombreuses solutions parmi lesquelles ne figure pas celle de se passer d'eux. Ce sont les mêmes qui nous volent nos meilleures années et celles qui suivent ; ils continuent.

Saisissons chaque occasion de rappeler la lutte exemplaire qui se déroule en Grèce. Diffusez ce texte, trouvez-en d'autres (récits de première main, vidéos sur internet, etc.), écrivez-en de meilleurs, partout, sur les murs, les affiches. Rassemblons-nous dans toutes les manifestations possibles, restons mobilisés. Répandons cette étrange épidémie dont nous n'avons rien à craindre, nous qui devons toujours travailler pour un monde qui nous empoisonne.

FAISONS MIEUX.

(texte collé sur Paris.)

Premier communiqué de l'occupation de la GSEE

Nous déterminerons notre histoire nous même ou nous la laisserons être déterminée sans nous.

Nous, travailleurs manuels, employés, chômeurs, intérimaires et précaires, locaux ou migrants, ne sommes pas des téléspectateurs passifs. Depuis le meurtre d'Alexandros Grigoropoulos le samedi soir, nous participons aux manifestations, aux affrontements avec la police, aux occupations du centre ville comme des alentours. Nous avons dû maintes et maintes fois quitter le travail et nos obligations quotidiennes de prendre les rues avec les lycéens, les étudiants et les autres prolétaires dans la lutte.

NOUS AVONS DECIDE D'OCCUPER LE BATIMENT DE LA CONFEDERATON GENERALE DES TRAVAILLEURS EN GRECE (GSEE)

Pour le transformer en un espace de libre expression et un point de rendez-vous pour les travailleurs,

Pour disperser les mythes vendu par les médias sur l'absence des travailleurs des affrontements, que la rage de ces derniers jours ne serait que l'oeuvre de quelques 500 « cagoulés », « hooligans », ou d'autres histoires farfelues, alors que dans les journaux télévisés les travailleurs sont présentés comme des victimes de ces affrontements, et alors que la crise capitaliste en Grèce et dans le Monde mène à des licenciements innombrables que les médias et leurs dirigeants considère comme un « phénomène naturel ».

Pour démasquer le rôle de la bureaucratie syndicale dans le travail de sape contre l'insurrection, mais aussi d'une manière générale. La Confédération générale des travailleurs en Grèce (GSEE), et toute l'intégralité de la machinerie syndicale qui le soutient depuis des dizaines et des dizaines d'années, sape les luttes, négocie notre force de travail contre des miettes, perpétue le système d'exploitation et d'esclavage salarié. L'attitude de la GSEE mercredi dernier parle d'elle même : la GSEE a annulé la manifestation des grévistes pourtant programmée, se rabattant précipitamment sur un bref rassemblement sur la place Syntagma, tout en s'assurant simultanément que les participants se disperseraient très vite, de peur qu'ils ne soient infectés par le virus de l'insurrection.

Pour ouvrir cet espace pour la première fois, comme une continuation de l'ouverture sociale créée par l'insurrection elle-même, espace qui a été construit avec notre contribution mais dont nous avons été jusqu'ici exclus. Pendant toute ces années nous avons confié notre destin à des sauveurs de toute nature, et nous avons finit par perdre notre dignité. Comme travailleurs, nous devons commencer à assumer nos responsabilités, et cesser de faire reposer nos espoirs dans des leaders « sages » ou des représentants «compétents». Nous devons commencer à parler de notre propre voix, nous rencontrer, discuter, décider et agir par nous même. Contre les attaques généralisées que nous endurons. La création de collectifs de résistance « de base » est la seule solution.

Pour propager l'idée de l'auto-organisation et de la solidarité sur les lieux de travail, de la méthode des comités de luttes et des collectifs de base, abolir les bureaucraties syndicales.

Pendant toutes ces années nous avons gobé la misère, la résignation, la violence au travail. Nous nous sommes habitués à compter nos blessés et nos morts - les soit disant « accidents du travail ». Nous nous sommes habitués à ignorer que les migrants, nos frères de classe - étaient tués. Nous sommes fatigués de vivre avec l'anxiété de devoir assurer notre salaire, de pouvoir payer nos impôts et de se garantir une retraite qui maintenant ressemble à un rêve lointain.

De même que nous luttons pour ne pas abandonner nos vies dans les mains des patrons et des représentants syndicaux, de même nous n'abandonnerons pas les insurgés arrêtés dans les mains de l'Etat et des mécanismes juridiques.



LIBERATION IMMEDIATE DES DETENUS

RETRAIT DES CHARGES CONTRE LES INTERPELLES

AUTO-ORGANISATION DES TRAVAILLEURS

GREVE GENERALE

L'assemblée générale des travailleurs insurgés

Nous sommes ici, nous sommes partout. Nous sommes une image du futur

Si je ne brûle pas
Si tu ne brûles pas
Si nous ne brûlons pas
Comment les ténèbres viendront à la lumière ?

(Nazim Hikmet, "Kerem Gibi")

C'est en serrant les dents de peur que les chiens grognent : Retour à la normalité – le festin est terminé ! Les philologues de l'assimilation ont déjà commencé à affûter leurs caresses les plus tranchantes : "Nous sommes prêts à oublier, à comprendre, à excuser la promiscuité des derniers jours, mais maintenant tenez vous bien ou alors nous amèneront nos sociologues, nos anthropologues, nos psychiatres ! Comme de bons pères nous avons toléré avec retenue vos éruptions émotionnelles – maintenant regardez comment les comptoirs, les bureaux et les magasins sont vides ! Le temps est venu d'en revenir, et qui que ce soit qui refuse cette tâche sacrée sera durement frappé, sociologisé, psychiatrisé. Une injonction plane sur la ville : "Es-tu à ton poste ?" La démocratie, l'harmonie sociale, l'unité nationale et tous les autres grands cœurs puant la mort ont déjà tendus leurs bras morbides.

Le pouvoir (depuis le gouvernement jusqu'à la famille) vise non seulement à réprimer la généralisation de l'insurrection, mais à produire une relation d'assujettissement. Une relation qui définit la vie politique comme une sphère de coopération, de compromis et de consensus. "La politique à suivre est une politique du consensus; le reste nous mènerait à la guerre, aux émeutes et au chaos". La vraie traduction de ce qu'ils nous disent, de l'effort qu'ils mettent à nier le cœur de notre action, à nous séparer et à nous isoler de ce que nous pouvons faire : non pas d'unir les deux dans l'un, mais bien de rompre sans cesse l'un en deux. Leurs appels répétés à l'harmonie, à la paix et à la tranquillité, à la loi et à l'ordre, nous demandent de développer une dialectique. Leurs vieux trucs sont désespérément

transparents et leur misère est visible dans les gros ventres des patrons syndicaux, dans les yeux délavés des intermédiaires qui sont comme ceux des charognards qui tournent autour des conflits pour manger le cadavre de toutes passions pour le réel. Nous les avons vu en Mai, nous les avons vu à Los Angeles et à Brixton, et nous les voyons faire lorsqu'ils grugent les os de la Polytechnique en 1973. Nous les avons encore vu hier lorsque, plutôt que d'appeler à une grève générale permanente, ils se sont mis à genoux devant la légalité en annulant la manifestation de grévistes. Ils savent très bien que la route pour la généralisation d'une insurrection passe par le champ de la production – à travers l'occupation des moyens de production de ce monde qui nous écrase.

Demain est encore un jour où rien n'est certain. Et qu'est-ce qui pourrait être plus libérateur que cela après tellement de longues années de certitude ? Une balle a été capable d'interrompre la séquence brutale de tous ces jours identiques. L'assassinat d'un garçon de 15 ans a été le moment d'un déplacement suffisamment fort pour renverser le monde. Et ce qui semblait si difficile s'est avéré être si simple.

C'est ce qui est arrivé, c'est tout ce que nous avons. Si quelque chose nous fait peur c'est bien de revenir à la normalité. Parce que dans la destruction et le pillage des rues de nos villes de lumières nous ne voyons pas seulement les résultats de notre rage, mais aussi la possibilité de commencer à vivre. Nous n'avons plus rien d'autre à faire que de nous installer dans cette possibilité pour la transformer dans une expérience vécue : en nous basant sur le plan de la vie quotidienne, notre créativité, notre pouvoir de matérialiser nos désirs, notre pouvoir non pas de contempler mais de construire le réel. Ceci est notre espace vital. Tout le reste est mort.

Ceux qui veulent comprendre comprendront. Il est maintenant temps de briser les chaînes invisibles qui nous maintenaient tous et chacun dans notre petite vie pathétique. Cela ne demande pas seulement ou nécessairement d'attaquer une station de police ou de brûler des commerces ou des banques. Le temps où quelqu'un s'extirpe de son sommeil et de la contemplation passive de sa vie, de sortir dans la rue pour parler et écouter, en laissant derrière lui ou elle tout ce qui est privé, suppose au plan de la sphère sociale la force déstabilisante d'une bombe nucléaire. Notre séparation alimente le monde capitaliste. Voilà le dilemme : avec les insurgés ou bien seuls, chacun de notre côté. Et c'est maintenant l'un des très rares moments où un tel dilemme peut prendre corps de manière si absolue et si réelle.

Lettre ouverte des travailleurs d'Athènes à ses étudiants – 16 décembre 2008

Notre différence d'âge et l'indifférence générale rendent difficile la discussion dans la rue; c'est pourquoi nous vous envoyons cette lettre.
La plupart d'entre nous ne sommes pas encore devenus chauves ou bedonnants. Nous avons fait partie du mouvement de 1990-1991 dont vous avez dû entendre parler. Tandis que nous occupions nos écoles depuis 30/35 jours, les fascistes tuèrent un enseignant parce qu'il avait outrepassé son rôle (qui était d'être notre gardien) et qu'il nous avait rejoint dans notre combat, passant de l'autre côté. Alors beaucoup d'entre nous rejoignirent la rue et ses émeutes. Bien que nous chantions à l'époque "Brûlons les commissariats !", nous n'envisagions même pas ce que vous faites si facilement aujourd'hui, à savoir les attaquer.
Ainsi vous nous avez dépassés, comme il arrive toujours au cours de l'histoire. Bien sûr, les conditions sont différentes. Dans les années 90, ils nous firent miroiter des perspectives de « succès personnel » et quelques-uns parmi nous eurent la bêtise d'y croire. Mais aujourd'hui, qui peut croire ces sinistres contes de fées ? A l'instar du mouvement étudiant 2006/2007; vous leur redégueulez en pleine face leurs mensonges.
Ce n'est qu'un début.
Mais maintenant les bonnes mais difficiles questions se posent.
Nous allons vous dire ce que nous avons appris de nos luttes et de nos défaites (parce qu'aussi longtemps que ce monde ne sera pas le nôtre, nous serons toujours les vaincus) et vous pourrez vous servir comme vous le souhaitez de ces enseignements :
Ne restez pas seuls; faites appel à nous ; contactez autant de personnes que possible. Nous ne savons pas comment, mais vous y arriverez certainement. Vous avez déjà occupé vos écoles et vous nous dites que la raison la plus importante est que vous n'aimez pas vos écoles. Très bien. Maintenant que vous les occupez, changez leur rôle. Occupez ces bâtiments avec d'autres. Faites que vos écoles soient les premiers lieux à accueillir des relations nouvelles.. De la même façon que vous n'avez pas peur d'attaquer leurs commissariats parce que vous êtes ensemble, n'ayez pas peur de nous appeler pour que nous changions nos vies tous ensemble : **leur arme la plus puissante est de nous diviser**.
N'écoutez aucune organisation politique (qu'elle soit anarchiste ou autre). Faites ce que vous pensez nécessaire. Faites confiance aux gens, pas aux idées et aux schémas abstraits. Ayez confiance en vos relations directes avec les gens. Ne les écoutez pas quand ils vous disent que votre combat n'a pas de contenu politique et qu'il devrait en avoir un. Votre combat est son contenu. Vous n'avez que ça et il ne tient qu'à vous de conserver cette avance. C'est seulement par ce biais que vous pouvez changer votre vie, à savoir vous-même et les relations avec vos camarades.
N'ayez pas peur de la nouveauté. Chacun de nous en vieillissant a des idées gravées dans le cerveau. Vous aussi, bien que vous soyez jeunes. N'oubliez pas cela. En 1991, nous avions senti l'odeur du nouveau monde et l'avions trouvé nauséabonde : on nous apprenait qu'il y a des limites à ne pas dépasser, que les destructions d'infrastructures ou les vols dans les supermarchés ne seraient pas tolérés… **Or, nous avons produit tout cela, donc c'est à nous.** De même que nous dans le passé, vous avez été élevés pour produire des choses qui ensuite ne vous appartiennent plus. Reprenons tout cela et partageons-le dans l'amitié et l'amour.
Nous nous excusons d'avoir écrit cette lettre un peu rapidement, mais nous l'avons écrite sur notre temps de travail à l'insu de notre patron. Nous sommes prisonniers du travail comme vous l'êtes de l'école…
Nous allons maintenant mentir à notre patron et quitter notre boulot de merde sous un faux prétexte, pour vous rejoindre à Syntagma, les pierres à la main.

Des salariés.

(textes trouvés sur http://émeutes.worldpress.com)


Vous reprendrez bien un cocktail ?

Solidarité...

En Belgique aussi, la rage grecque a trouvé des échos.
A Bruxelles, le 10 décembre un rassemblement non autorisé prend place devant le consulat grèc, tandis que deux jours plus tard une vingtaine de personnes partent en manif sauvage à travers les rues de la capitale. Un appel pour un plus gros rassemblement est lancé pour le mercredi 17 décembre, mais les keufs étaient décidés à ne pas laisser faire. (quartier quadrillé, contrôle et fouille au faciès, occupation du point de rassemblement par les anti-émeutes et civils)
D'autres attaques ont été revendiquées:

Molenbeek - *«Dans la nuit de 9 décembre, un syndicat de la police (VSOA) à Molenbeek a été attaqué. Toutes les vitres ont été détruites. Solidarité avec la révolte en Grèce ! Contre tous les Etats ! Pour l'anarchie !»*

St-Gilles - *«(…) des gens partout en Grèce et ailleurs ont dépassé le premier moment de réponse, choisissant l'offensive contre le système. Avec notre geste modeste de mettre le feu à un véhicule de police (mercredi le 10 Décembre) devant le commissariat de St-Gilles, sous les yeux des flics, nous avons voulu rejoindre cette rébellion. Car la joie de la révolte ne connaît ni frontières, ni limites!»*

Ixelles - *«Cette nuit, nous avons incendié la porte de la «pastorale de la communauté grècque» à Ixelles. Solidarité avec les émeutiers de Grèce et de partout dans le monde»*

Auderghem - *«Le 11 décembre, nous avons choisi de bouter le feu à une banque d'ING à Auderghem, Bruxelles, avec un engin incendiaire composé de quelques litres d'essence et deux bonbonnes de gaz, comme signe de solidarité avec la révolte en Grèce et ailleurs.»*

Saint-Josse - *«dans la nuit de mercredi à jeudi, nous avons bouté le feu à une voiture de police garée devant le commissariat de Saint-Josse. Nous ne nous attaquons pas à la police uniquement parce qu'il arrive qu'elle tue, mais pour ce qu'elle est.»*

Schaerbeek - *«Dans la nuit du 18 au 19 décembre, nous avons brûlé une voiture de ISS Cleaning à Schaerbeek. ISS effectue des travaux de nettoyage dans les centres fermés. De Steenokkerzeel à Athènes, feu aux frontières, feu aux papiers, feu à l'Etat.»*

L'(auto)-destruction est de la création



(…) Parallèlement à cela, à l'orée tragique d'une mort qui a donné une signification aux vies façonnées par son ombre, la révolte est devenue une réalité : cette convulsion incompréhensible et imprévisible de rythmes sociaux, du temps et de l'espace brisés, des structures déstructurées, de la frontière entre ce qui est et ce qui arrive.

Un moment de joie et de jeu, de peur, de passion et de rage, de confusion et d'une conscience qui est grave, dynamique et pleine de promesses. Un moment qui, indépendamment, va soit se faire peur et conserver les automatismes qui l'ont créé, soit se nier constamment afin de devenir à chaque moment quelque chose de différent de ce qu'il était auparavant : tout plutôt qu'échouer en une révolte justifiée mais s'asphyxiant dans la normalité, en une révolte devenant une autre forme d'autorité en se défendant elle-même.

(…) La révolte, que nous aurions été incapables de prédire, devint possible à travers la fissure de l'autorité elle-même : une autorité qui décide quels individus la gênent dans le réseau social des relations de pouvoir. La révolte, cet hymne à l'irrégularité sociale, est un produit de la régularité… C'est la révolte de "notre propre" corps exterminé, pour notre propre corps social. La balle a été tirée contre la société dans sa globalité. Cette révolte a été une flétrissure pour chaque bourgeois démocrate qui désire voir sa propre sécurité reflétée dans l'Etat et ses organismes. La balle a été une déclaration de guerre contre la société. Le contrat social a été rompu - il n'y a plus de consensus. (…)

Ils nous enjoignent de résister, mais pas de cette manière, disent-ils, parce que c'est dangereux. A quelle légitimation sociale sommes-nous parvenus au début de tout cela, qui doit nous dire que même si nous sommes prisonnier des mailles de l'autorité, même si nous sommes ses créations, nous sommes en elle mais contre elle; Nous sommes ce que nous faisons dans le but de changer qui nous sommes. Nous souhaitons voir ce moment historique adopter le contenu que nous avons nous-même fixé et pas des significations avec lesquelles il disparaitra dans la nuit.

Il est impossible à cette autorité de traverser de façon non sanglante la frontière entre l'obéissance et l'action autonome, car si les insurgés doivent prouver leur virilité pour affronter les flics, ils doivent s'interroger en même temps parce qu'elle constitue l'autorité qu'ils utilisent pour combattre les flics. Et cette ambivalence est au coeur de notre subjectivité, c'est la contradiction qui nous déchire et forme la splendeur morale qui prend place aux marges de la rébellion, hors de nous et en nous, pendant les nuits calmes où nous nous demandons ce qui se passe, qu'est ce qui a échoué, et où nous n'entendons que le silence.

Rien n'existe sans la signification qui l'accompagne. Les stratégies de résistance peuvent se déformer en stratégies autoritaires: le Chaos récréera une hiérarchie dans les relations sociales si nous ne luttons pas contre nous-même en même temps que nous affrontons le monde, nous-même ayant été une partie de ce monde: nous avons grandi entre les barrières morales et politiques que ce monde dispose, à l'intérieur des liens moraux et politiques dans lesquels nous devenons des êtres… Le Chaos se transformera en hiérarchie, si nous ne mettons pas fin au comportement macho qui se laisse emporter par l'émotion, si nous adoptons des positions qui se rigidifient en positions d'autorité.

(tract distribué entre autre dans l'Ecole d'Economie d'Athènes occupée, écrit le 16 décembre par des "filles révoltées")

Amis capitalistes, à Gand comme à Athènes et ailleurs, nous cassons vos vitrines

Parallèlement à l'appel pour une manif *« pour le pouvoir d'achat et contre la crise »* lancé par des gauchistes désireux de se faire réguler moins sauvagement, l'anarchistich Kollektief de Gand avait fait passer le mot pour y former un groupe anti-capitaliste, ainsi que pour démontrer une certaine solidarité avec les émeutiers Grecs. (voir texte ci-contre)

Voici un petit compte-rendu de la fin de manif :

« Entre 100 et 150 gens étaient présents, la grande majorité masqués. La manif a été assez courte, beaucoup de pétards, des slogans, quelques tags sur le sol et des vitrines, une banque a reçu une volée de bombes de peinture et il y a eu des bidouillages sur un ou des distributeurs de billets.

Arrivés à la fin «officielle» de la manif, entre 50 et 80 personnes sont parties en manif spontanée. Une voiture de flics essuie des projectiles et se barre, la première banque est tagguée, le mister crash rendu inutilisable, puis vient le plat de résistance: une des principales rues commerçantes de Gand. Les marteaux sortent et les vitrines commencent à éclater, des banques et divers commerces (bijouterie, «Base shop», etc.). Les cibles sont choisies et les gens s'en donnent à cœur joie.

Ca va très vite, en quelques minutes une quinzaine d'enseignes sont attaquées et quelques tags posés. Puis les flics essaient d'intervenir, des civils derrière, un gros combi vomit des robocops devant, esquive dans les petites rues. Les actions sont terminées (pour ce qu'on en voit), les gens se séparent... Aucune arrestation durant les actions, mais il y a des courses-poursuites et les flics continuent pendant un certain temps à chasser les manifestants dans les rues. Au final, il y aura 19 arrestations et quelques dizaines de vitres éclatées.

Une manif comme on n'en avait plus vu depuis longtemps dans notre cher royaume... »

(compte-rendu trouvé sur www.cemab.be)

Gand - du shopping comme on l'aime

Capitalisme : croître pour croître

L'idéologie de la tumeur cancéreuse

Le néolibéralisme est en crise. Les marchés financiers s'effondrent, les banques font faillite, les entreprises ferment. Nous sommes à la veille d'une récession globale. Les architectes de ce système psychotique atterrissent avec des parachutes dorés. Mais pour la plus grande majorité, l'atterrissage sera plus dur…

Il est grand temps de remettre radicalement en question le capitalisme.

Les crises sont inhérentes au capitalisme vu qu'il n'y a aucune logique derrière l'idéologie de croissance du système. En tant qu'être totalitaire il est toujours à la recherche de nouveaux marchés et secteurs pour garantir la croissance.Tout, la terre, les gens, les animaux sont pressés comme des citrons et leur valeur évaluée à l'aune de leur utilité économique pour ensuite finir aux ordures. Comme une éponge, le capitalisme absorbe la vie et tous les aspects de l'être humain.

D'une part la production de l'humanité n'a encore jamais été aussi grande qu'aujourd'hui ; d'autre part nous voyons que l'inégalité mondiale n'a jamais été aussi aigue qu'auparavant. Le capitalisme est un système qui s'appuie sur l'exploitation et qui ne profite qu'à quelques uns. Plus de jobs et de pouvoir d'achat ne changeront rien à cette situation. Tout ce que peux offrir plus de jobs et de pouvoir d'achat c'est de travailler plus dur et plus longtemps ; et se procurer plus d'articles de consommations superflus. 'L'ennui de l'existence devient un petit peu plus supportable, mais nous resterons des esclaves salariés. Si nous n'osons pas remettre fondamentalement en question le « libre » marché, nous choisissons le camps de la société qui va devenir de plus en plus répressive. Le capitalisme ne pourra se maintenir en effet qu'en maintenant sous l'eau tous ceux qui tombent du bateau. Cela nous pouvons le voir aujourd'hui avec la chasse aux chômeurs, la demonisation des assistés, l'enfermement et la déportation des migrants et l'approche répressive contre les personnes qui se révoltent. A l'Ouest, le capitalisme se montre (pour beaucoup) comme le sévère mais « démocratique » père, ailleurs dans le monde il écrase des vies sous ses bottes cloutées.

Don't panic, organize !

Il ne s'agit pas aujourd'hui de réformer le capitalisme, nous devons nous en défaire une fois pour toute. Les tentatives sans fin des partis et des syndicats de gauche pour apporter des changements à l'intérieur de l'ordre économique actuel n'ont servi à rien. Il est temps de faire les comptes. Il n'est pas utopique d'imaginer un monde sans capitalisme. Ce qui est utopique, c'est l'espoir d'un capitalisme à visage humain. Temps pour nous libérer des systèmes chiants qui nous aliènent et divisent. Temps pour une société solidaire, libre d'oppression basée sur la liberté et le respect mutuel.

A bas le travail ! A bas le pouvoir d'achat !

Détruisons le capitalisme!

Collectif contre le mur
Journal mural du collectif anarchiste nr 3, 2008

Que crèvent toutes les nations !

« C'est une aberration néfaste de prétendre que les hommes ont le droit de se faire tuer pour que leur groupe aient la prééminence sur les autres. »

Madeleine pelletier, réfractaire

Le monde des hommes est rempli d'aberrations. Le nationalisme est une aberration. Edicter la supériorité d'un groupe sur les autres et le droit de ce groupe à éliminer les autres groupes sur cette base est aberrant. Posséder un territoire au nom de la Nation, l'étendre en massacrant les autres « nations », est aberrant. Historiquement, le nationalisme est intrinsèquement lié à l'Etat et à la bourgeoisie. Des nations ont été créées de toute pièce pour satisfaire les besoins et les logiques économiques de cette classe montante. Des populations ont été jetées les unes contre les autres et se sont massacrées pour la Patrie. Des ouvriers ont marché mains dans la main avec leurs patrons, les pires « unions sacrées » se sont formées pour défendre l'économie de guerre, en réprimant toute tentative de subversion interne (comprendre toute lutte sociale) et en offrant la chair des ouvriers sur les champs de batailles. Après chaque guerre ce sont toujours les mêmes qui se sont retrouvés dupés.

Le système-monde a proclamé partout l'avènement de l'Etat. Désormais il faut être un Etat pour être une nation reconnue. Un bout de terre délimitée par des frontières doit appartenir à un « peuple », à une « ethnie ». Des langues et des histoires nationales ont été créées. Non pas que des sentiments communautaires ne préexistaient pas parfois.Le communautarisme possède toutes les bases nécessaires au nationalisme dans son rapport à l'autre, son respect de la tradition, sa négation des individus en son sein ; et c'est justement en manipulant ces traditions et ces sentiments, en les unifiant, en les transformant selon les besoins que la création de nations a été facilitée.

L'homme bat sa femme..

<u>XIXème siècle</u> : les élites bourgeoises d'Europe centrale - soutenues par les puissances occidentales qui cherchent à démanteler l'Empire Ottoman- appuient la création d'Etats-Nations, c'est-à-dire d'un cadre nécessaire à l'épanouissement du marché et de leur domination. Pour cela elles ont mené un travail d'unification des habitants de certaines régions pour en faire des « peuples ». Elles ont créé des histoires nationales et codifié des langues nationales les plus éloignées possibles de celles de leurs voisins, tout comme l'avaient fait les élites occidentales avant elles. Apparaît un peuple croate, un peuple serbe, un peuple roumain… Après, les guerres de pouvoirs entre dirigeants joué ces nationalismes les uns contre les autres.

Là où l'unification n'a pas été achevée, ou où il a été tenté de faire tenir ensemble plusieurs « nations » ou « ethnies » mises en concurrence par ces luttes d'influences, les Etats ont implosé en guerres civiles. Chaque groupe se revendique du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » qui présuppose avant tout la constitution d'un « peuple ».

L'exemple typique c'est la Yougoslavie qui éclate en cinq Etats après la chute du communisme. Guerre fratricides entre Serbes, Croates et Bosniaques (ou musulmans) en Bosnie-Herzégovine ; entres Albanais et Serbes au Kosovo …. Véritables épurations ethniques ; des hommes violent les femmes de l'ennemi pour souiller sa race. Une logique d'horreur sans fin.

<u>Au temps des colonies</u> : les colons allemands sont venus en Afrique et ont dit : « *Ceci est le Rwanda. Il existe dans ce pays deux ethnies dont l'une est supérieure à l'autre. La première occupera les postes privilégiés et soumettra l'autre, et notre pouvoir sera bien gardé* ». Les colons belges ont repris le système à leur compte, puis, en 1994, jouant de ces rivalités, d'autres possédants autochtones reprennent à leur compte cette stratégie pour organiser un génocide. Les armes sont fournies par les pays dits industrialisés.

<u>Seconde guerre mondiale</u> : les militaristes (les capitalistes) de tous bords ont réussi leur coup : une fois de plus les exploités vont se faire massacrer pour des intérêts qui ne sont pas les leurs. Comme toujours quelques détenteurs du pouvoir ou prétendants au banquet des dominants ont instrumentalisé

leur misère, leurs frustration et leur ont donné des exutoires. Il est plus facile de vider sa rage sur une cible accessible, diabolisée que de s'attaquer à un système complexe, écrasant, où la responsabilité semble diluée. Tout le monde est prêt à croire que s'il crève de faim ce n'est pas parce que le système capitaliste est absurde, ce n'est pas parce qu'il y a des possédants qui assoient leur puissance sur la misère mais bien parce que "les autres", en l'occurence, ici, les juifs, complotent; ou en encore parce que le peuple français maintient le peuple allemand dans un corset de fer [1] . D'un côté: "*Vite, vite, exterminons, les juifs, les tziganes ces peuples bâtards qui n'ont pas su se constituer en Etat fort*". De l'autre: "*tous unis derrière le drapeau français pour combattre le fascisme*".

... LA FEMME BAT SON GOSSE ...

Les années 50 : le « peuple d'Israël » ayant échappé de peu à une extermination, certains sionistes vont bien leur faire voir à ces bourreaux que, eux aussi, ils peuvent avoir un Etat fort et une armée sans merci. Les Britanniques acceptent de créer un Etat juif en Palestine. A première vue cela les arrange : d'une part ils se débarrassent des rescapés des camps qui retrouvent leurs maisons occupées par des inconnus ; d'autre part ils refilent la gestion de ce territoire à d'autres mains qui leur en resteront reconnaissantes et permettront aux Occidentaux de garder un pied au Proche Orient. Et voilà les sionistes qui sillonnent l'Europe et les pays arabes pour ramener les juifs du monde entier dans ce bout de terre afin de renforcer les premières colonies (composées entre autres par ceux qui avaient fuis les pogroms des années trente).

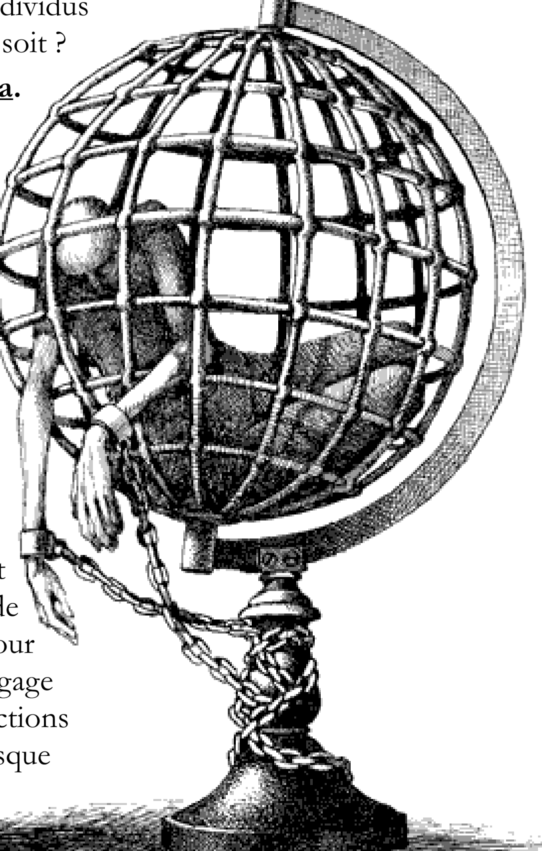
Certains, tradition socialiste et communiste oblige, se sentent plus proches des paysans palestiniens que des industriels juifs. D'autres préféreraient vivre avec les autochtones et s'aprivoiser les uns les autres, mais ils sont vite noyés sous la volonté farouche des sionistes purs et durs. Eux, ils veulent assoire un territoire qui leurs appartiennent enfin, où ils ne seront jamais plus la victime sans défense d'attaques antisémites. Les camps et mille ans de persécutions viennent à point pour être instrumentalisés et servir leurs objectifs. Ils l'auront « leur » pays, mais à quel prix ?

Une fois de plus un groupe prétend à la domination complète sur un espace, sur des ressources et justifie par là l'élimination des « autres ». Déportations de centaines de milliers de Palestiniens dans des camps provisoires devenus, depuis, définitifs. Gaza en est un. L'état de guerre n'a jamais cessé et comment le pourrait-il tant que des individus verront toute perspective de vie anéantie, tant que, par la force, ou par l'argent, un groupe s'arrogera la propriété? Et comment la lutte pourrait-elle s'arrêter tant qu'il y aura une négation des individus sous quelle que base que ce soit ?

1987 : première Intifada. C'est une révolte spontanée qui prend de court les orga palestiniennes. Pierres contre chars, soldats israéliens cassant les bras des révoltés. Mais qui s'étonne encore du barbarisme d'une armée d'autant plus quand l'Etat qui la commande a légalisé la torture ? La spontanéité ne fera pas long feu. Fath, FPLP, Hamas, …tentent (et souvent avec succès) de récupérer la rage. La lutte pour la direction de l'Intifada s'engage entre les différentes fractions politiciennes et dure jusque maintenant. Il devient difficile de ne pas appartenir à une orga, à une armée. Tout comme il est devenu difficile voir impossible de ne pas porter le voile, interdit d'être homosexuel, dangereux d'être une femme jugée "adultère"…Selon les quartiers les factions font régner leur loi - la charia (du moins théoriquement) pour le Hamas dans la bande de Gaza- grâce à leurs polices.

... LE GOSSE BAT SON CHIEN ...

Sombre hiver 2009: Proche-orient toujours, Ehud Olmert lance son offensive militaire *disproportionnée* sur Gaza officiellement (qui prétend connaître les motivations secrètes des stratèges ?)[2] pour répondre aux tirs de rockets du Hamas. Notons au passage que cette stratégie de la terreur, consistant à répondre de manière démesurée à une attaque, est empruntée aux Britanniques du temps des colonies. La réponse, entre autre dans les pays européens, ne se fait pas attendre. En Belgique, à Bruxelles, les rassemblements pro-Palestine du vendredi sur les



marches de la Bourse reprennent de l'ampleur. Diverses manifs ont lieu, dont une nationale dans la capitale qui finit avec cent mètres de vitres cassées au quartier nord, dont l'Office des Etrangers. Certaine personnes tentent de protester contre la venue de la ministre des affaires étrangères israélienne à Bruxelles mais sont empêchées par le dispositif de keufs (en gros, tous ceux qui sont un peu trop basanés se font embarquer).

Dit comme ça on pourrait s'enthousiasmer qu'une certaine conflictualité s'installe. D'ailleurs beaucoup le sont (enthousiastes). On voit certains se féliciter que des « jeunes révoltés » aient réussi à déjouer les dispositifs pacificateurs des orga religieuses et démocrates pour casser, voir à Anvers pour partir en émeutes. Ils oublient de préciser (volontairement ?) que les émeutiers à Anvers s'étaient trouvés empêcher par les flics d'atteindre le quartier juif. L'attaque d'une maison d'une famille juive à Anvers aurait-elle été un avant-goût de ce qui aurait pu se passer?

D'autres ressortent la vieille critique anti-impérialiste qui justifie tous les moyens pour attaquer l'Empire, donc aussi les attentats quels que soient leurs cibles. Ceux-là trouveront tout compte fait le Hamas, le Jihad islamique ou le Hezbollah plutôt sympathiques (bien joué, les gars, c'est bien le discours à tenir dans ces manifs pour se « lier » à tout prix avec des « jeunes révoltés »).

Perdues au milieu des drapeaux du Hamas et des militants, quelques personnes révoltées contre les guerres, toutes les guerres, qui se demandent ce qu'elles foutent dans un cortège nationaliste.

Parce que le contenu nationaliste et religieux était bien présent lors des rassemblements et des manifs. Un contenu largement présent et repris dans les slogans du style « *Hamas, Jihad Hezbollah* », « *Un Etat : la Palestine ; Une capitale : Jérusalem* » dans les nombreux drapeaux palestiniens et du Hamas - sans parler des discours, pancartes anti-sémites. Mais on voit peu de personnes remettre cet aspect en question. Etonnant ? Pas tellement de la part des politiciens de tous bords.

Inutile de s'appesantir sur l'intérêt des partis politiques à venir dans ces manifs (et certains s'étonnent encore que ce sont les mêmes personnes qui votent les crédits pour la guerre). Inutile aussi de s'appesantir sur les groupes style PTB et compagnie dont l'opportunisme n'est plus à démontrer. Ce qui nous inquiète plus c'est une espèce de confusion qui entoure certaines personnes en mal de climat, ou de conflit, qui font l'impasse sur le contenu de ces manifs sous prétexte de

Et toi! T'as pris parti?

Pour qui tu préfères te sacrifier? Pour l'Etat colonial d'Israël ou pour les autorités religieuses et nationalistes de Palestine?

Sous quel drapeau meurtrier tu préfères tuer ou être tué? Quelle idéologie va te recruter pour anéantir tous ceux qui n'appartiennent pas à ton camp?Dans les deux cas tu devras obéir aux autorités de l'un ou l'autre.Tu devras t'allier avec ton pire ennemi: ton patron, le flic, le général, l'autorité religieuse ... sous prétexte que les inégalités sociales auraient disparu. La Nation, le Peuple avant tout!

Il n'y pas de place pour la liberté dans ce genre de choix. En Israël, l'armée réprime les actions anti-guerre, enferme ceux qui refusent de faire le service militaire; a Gaza, le Hamas recrute tous ceux qui se révoltent contre les chars israéliens et élimine ceux qui le contestent.

Dans les deux cas cette guerre profite aux chefs!

Et ici? Pareil. Les chefs religieux et politiques profitent de la rage et de la révolte pour asseoir leur pouvoir, d'autant plus quand la misère s'accentue et que chacun cherche une cible à sa rage.

Mais justement, il s'agit de ne pas se tromper de cible. Peu importe notre origine, notre but c'est la liberté de chacune et chacun, c'est d'en finir une fois pour toute avec les profiteurs, en finir avec les autorités de tous bords qui voudraient nous recruter, nous soumettre et nous reprimer quand on ne les sert plus ou qu'on s'avise de les contester.



Cette affiche a été collée à Bruxelles pendant la période des manifs pro-Palestine; elle est postée sur www.cemab.be

se lier avec des enragés. A moins que ce soit l'aspect « David contre Goliath » du conflit qui provoque chez certains un premier mouvement de révolte. Le problème c'est qu'à ne pas y voir plus loin, on fait l'impasse sur les luttesde pouvoirs au sein des politiciens palestiniens sous prétexte d'une Union sacrée (qui n'existe pas en Palestine-même) contre Israël. Cela veut dire aussi faire l'impasse sur une partie de l'oppression que subissent les Palestiniens. Pour les uns, joue alors le même genre de mécanisme qui fait que, lors des occupations de sans-papiers, tout d'un coup, certaine taisent leur anti-démocratisme ou leur aversion pour la religion. Evidemment il pourrait s'agir de tout autre chose que de la confusion, comme par exemple une stratégie opportuniste qui chercherait à pousser le conflit à tout prix, quelles que soient ses formes c'est-à-dire même s'il prend des allures de guerre civile.

Quoiqu'il en soit on voit se répéter le même mécanisme. Tous les petits groupes politiciens, depuis les imams en mal de crédibilité devant l'Etat jusqu'aux « militants » (façon de parler) en mal de désordre sous quelle que forme que ce soit, en passant par tout type de gauchistes, sont là pour recruter, influencer, canaliser. Les uns pour leur mosquée, d'autres pour leur parti, d'autres encore pour faire éclater un conflit sur lequel ils espèrent influer. Bref des politiciens de base qui n'hésitent pas à taire certains sujets, comme le communautarisme et son pendant le nationalisme ou encore comme la religion.

... ET LE POUVOIR SERA BIEN GARDÉ. A MOINS QUE ...

Pour notre part, nous ne pouvons qu'affirmer notre solidarité avec tous les individus en lutte contre la domination pour la liberté de tous au-delà des clivages nationalistes, communautaristes ou ethniques. Les exemples de tels individus ne sont pas courants mais ils existent. Nous avons des complices chez les Hutus qui cachèrent des Tutsis pendant le génocide, du côté des antimilitaristes révolutionnaires de toute époque, des Israéliens réfractaires qui luttent avec des Palestiniens contre le Mur et la guerre ; du côté des Palestiniens qui au péril de leur vie continue à s'insoumettre aux lois, aux polices et aux armées des politiciens de tous bords …. Nous nous inscrivons dans l'histoire de ces mutinés de 14-18 qui se retournèrent contre leurs officiers ; de ces ouvriers qui tentèrent d'empêcher la Seconde Boucherie Mondiale en refusant de combattre contre d'autres ouvriers; de ces anarchistes internationalistes qui refusent les nations , … de ces milles exemples d'une possible guerre sociale en Algérie, en Grèce, … Pour mettre fin une fois pour toute aux mécanismes qui maintiennent la domination.

Longue vie aux insoumis!

1. Un peu d'histoire: au sortir de la première guerre mondiale, le gouvernement français imposa des clauses si lourdes à l'Allemagne en en faisant de fait une vaincue, qu'il ne fut pas trop difficile au national-socialisme de nourrir la pensée revancharde

2. Après tout, à une certaine époque, le Mossad (les services secrets israéliens) ont alimenté le Hamas pour être sûrs de saboter toute possibilité d'accords de paix.

bref, du désordre

31/01 - DINANT - Un incendie s'est déclenché vers 4 h 45 dans les caves du palais de justice de Dinant. Les archives vivantes du parquet, contenant notamment des dossiers en cours, ont été particulièrement touchées.

22/01 - ZAVENTEM - Une succursale de la banque KBC a été incendiée. L'origine criminelle de l'incendie ne fait aucun doute. Le feu s'est propagé depuis l'intérieur du hall des distributeurs de la 'Selfbanque'. Tout le hall des distributeurs de billets a été ravagé. Le reste du bâtiment a subi de graves dégâts. Toute la succursale est rendue inutilisable.

13/01 - TOURNAI Mardi matin, un incendie criminel a ravagé un Intermarché à Ath. Le bâtiment est totalement inutilisable.

7/01 - GAND - Dans les environs de De Sterre à Gand, trois stations d'essence ont été vandalisé. Toutes les conduites des pompes d'essence (plus de 50 au total) ont été coupées. Les stations visées sont : Shell, Texaco et Esso. Le gérant de la station Shell prétend qu'il pourrait y avoir un lien avec un blocage qui a eu lieu il y a quelques semaines contre la construction des gazoducs en Irlande.

21/12 - IXELLES - Un cocktail molotov a été retrouvé dans la nuit de mercredi à jeudi entre deux véhicules de police stationnés rue du Viaduc. Aucun suspect n'a été interpellé. Selon le service de déminage : «Si le cocktail s'était enflammé, les deux véhicules auraient été détruits

18/11 - LOUVAIN - Vers trois heures du matin, le feu a été bouté à des déchêts de carton et de papier devant deux magasins dans l'avenue principale de Louvain. Ensuite, un incendie s'est déclaré devant l'entrée du centre commercial dans la Diestsestraat. La même nuit, il y aurait eu, selon la police, d'autres déchêts enflammés devant deux maisons.

3/11 - BEERZEL - Dans la nuit, des vandales ont taggué 3 voitures de la police et les ont couvertes de peinture. Le commissariat a aussi été taggué. Les dégâts sont estimés à des milliers d'euros.

23/10 – BRUXELLES - Dans la nuit de mercredi à jeudi, un inconnu a jeté un cocktail Molotov devant le domicile d'une commissaire de police à Laeken. La commissaire travaille au service du Palais de Justice au sein de la Direction des Interventions et du Soutien opérationnel de la zone de Bruxelles Capitale Ixelles, qui a pour mission principale d'assurer le transfert des détenus et la surveillance des cours et tribunaux. Elle n'aurait fait l'objet d'aucune menace et ne soupçonne personne. La naïve !

A GAZA COMME AILLEURS...

DESERTONS LES GUERRES DES ETATS ET DES PUISSANTS, REFUSONS LA GUERRE ENTRE PAUVRES !

De Gaza en Palestine à Nasiriya en Iraq, du Kivu au Congo à Grozny en Tchétchénie, les massacres de milliers d'êtres humains sont quotidiens. Sous les différentes formes qu'il prend aux quatre coins du monde, ce système capitaliste et autoritaire dévaste des zones entières par la famine, la privation, la pollution, la guerre. Qu'ils servent à fixer la main d'œuvre ou à la déporter, les camps sont désormais la condition de millions de personnes : camps de réfugiés, zones franches, centres de déportation, bidonvilles...

Comme à Gaza, ce camp bombardé et encerclé par l'armée israélienne ; dominé par les autorités religieuses, nationalistes ; soumis à la misère et au désespoir. Opposer une logique de guerre contre tout un « peuple » à la terreur de l'Etat israélien ne sert qu'à faire oublier aux rejetés de Gaza comme aux exploités de Tel Aviv qu'il ne leur reste qu'une possibilité pour s'en sortir : se battre contre toute autorité, que ce soit celle de l'uniforme du soldat israélien ou du policier palestinien, de la camisole religieuse – ce vieil ennemi de la liberté –, du costume des capitalistes démocratiques et des usuriers qui, dans les camps comme ailleurs, spéculent sur la misère.

ARMONS-NOUS CONTRE LES MANIPULATIONS NATIONALISTES, DEMOCRATIQUES, ET RELIGIEUSES !

Comme en Tchétchénie, où dans les décombres des bombardements de l'armée, vient s'ajouter à la terreur de l'Etat russe un régime de seigneurs de guerre.

Comme au Congo, où des affamés travaillent dans les mines de métaux précieux aux avancées technologiques du capital et crèvent dans des conditions d'esclavage. Ces mêmes mineurs et leurs familles sont massacrés à coups de fusils et de machettes par des armées (officielles ou non) qui s'y battent pour garantir les profits de leurs maîtres. Tandis que les banques belges financent les deux partis rivaux pour faire baisser les coûts de production.

Avec une autre intensité, mais suivant la même logique, en Europe, des milliers d'indésirables sont raflés, incarcérés et déportés selon les besoins de l'économie et du contrôle social. Des milliers de personnes trouvent la mort sur leur lieu de travail ou des suites de l'exploitation (cancers, dépressions, etc.). Dans les quartiers où les conditions sont de plus en plus dures, il n'y a pas que la police qui tabasse et assassine, mais il y a aussi le développement toujours plus accentué de la guerre entre pauvres. La logique de la concurrence règne passant par différents rackets religieux, nationalistes ou mafieux : s'arnaquer, se vendre de la came, s'allier au premier chef de bande venu pour mieux survivre dans la jungle du capital où viols et autres brutalités font partie intégrante de la misère qui rend ce monde insupportable.

ATTAQUONS ICI ET MAINTENANT TOUT CE QUI NOUS REND ESCLAVES.

Il est dans l'intérêt des puissants et des exploiteurs que la guerre civile éclate partout… Cette guerre entre pauvres leur va très bien, parce qu'elle fait oublier qu'une autre guerre est possible : celle contre ce monde de fric et d'autorité et celle pour la liberté de chacun.

Il est urgent d'opposer à la guerre entre Etats, entre religions, entre ethnies, la guerre sociale contre toute exploitation et toute domination.



Des anarchistes

Affiche collée en Belgique et en France pendant les manifs pro-Palestine de décembre

Parce que les histoires des révoltes contre ce monde s'écrivent aussi au présent. Parce que dans les ténêbres d'une guerre civile généralisée apparaissent parfois quelques étincelles de guerre sociale, cette fois ci nous avons décidé de parler d'une région du globe peuplée de nombreux insoumis. Cette région, c'est l'Algérie et depuis 2001 (mais ne pourrait-on pas dire depuis qu'elle existe?) elle n'a eu de cesse de faire trembler le vieux monde.

bref apercu sur de bien vives flammes algériennes

Depuis l'été 2008, l'État algérien n'en peut plus de débloquer de nouveaux fonds pour sa police: achat de 20.000 matraques, plus de 200 bus de transports de troupes, plusieurs engins antibarricades ou équipés de lances à eau – et embauche de 15.000 nouveaux flics au plus vite. Nouvelle menace terroriste? Non, tous ces équipements sont destinés à la section anti-émeutes de la Direction générale de la sûreté nationale. [1] Par ailleurs, le gouvernement, craignant «un risque d'émeute généralisée», subventionne à hauteur de plusieurs dizaines de milliards de dhirams par an «les produits de large consommation, pour réduire les effets de l'inflation sur la vie quotidienne des Algériens». Autre détail croustillant de l'actualité récente (en tout cas plus qu'une réforme de la Constitution): «les milieux d'affaires algériens et étrangers se préparent également à de telles éventualités. Plusieurs entreprises auraient déjà mis en place des plans pour protéger leurs biens des pillages en cas de violences populaires.» [2]

Bigre, que se passe-t-il en Algérie? Du peu d'informations (évidemment) qui arrivent de ce côté-ci de la Méditerranée, on entend parfois que depuis plus d'un an, seraient enregistrées en moyenne deux-trois émeutes ou autres formes de colères populaires (notamment des blocages de routes)… par jour – seule la Chine fait aussi bien en ce moment!

Parmi celles que les médias n'ont pas pu taire, parce qu'elles ont concerné des centaines de personnes, parce qu'elles ont duré au moins deux jours, et que les dégâts ont été «spectaculaires»: Timimoun (sud) en février, Ghardaïa en mars, Chlef, Gdyel (vers Oran) et Tiaret en avril, Ksar El Boukhari (90 km au sud d'Alger), Berriane et Oran en mai, Berriane à nouveau en juillet, Annaba et M'sila en août, plusieurs villages autour de Tizi-Ouzou et Tissemsilt en septembre, encore Annaba en octobre, Meftah en novembre… du littoral nord densément peuplé aux régions du sud quasi-désertiques, de l'est à l'ouest, ce sont tant des grandes villes (à l'exception notable, cette dernière année, de Alger – ville trop fliquée?) que d'innombrables bleds qui connaissent les joies de la révolte.

La relégation en deuxième division du club de foot d'Oran [3]; la gestion d'incendies détruisant des champs entiers d'oliviers et d'arbres fruitiers en Kabylie; une demande collective d'attribution de locaux pour pouvoir travailler (Gdyel); sept corps de harragas repêchés au large de Tiaret; la décision de fermeture du marché informel suivie de la victoire de l'équipe locale de foot à Ksar el-Boukhari; la vengeance contre un riche propriétaire d'hôtel et ses vigiles à Sidi Aïssa (M'Sila); la coupure d'eau ou l'augmentation du prix de la patate de trop; etc.: peu importent les «détonateurs», pourvu que tout soit prétexte à une saine émulation de rages collectives. Et les communs de ces belles émotions nous parlent particulièrement: à chaque fois ce sont les édifices du pouvoir, local ou national, qui sont attaqués, sièges des wilayas (préfectures), daïras (sous-préfectures) ou des Assemblées populaires communales, tribunaux et bâtiments d'entreprises nationalisées (banques, poste, hydrocarbures…) – mais aussi

chaque bureau d'entreprise privée est potentiellement une cible de choix, et les magasins voient régulièrement leurs vitrines tomber et les marchandises s'envoler (pillages massifs à Annaba le 13 octobre). Nous n'aurons que ce que nous prendrons. Également, la pratique massive et quasi-systématique du barrage routier confirme que le blocage des flux reste une valeur sûre contre le train-train de la société.

Côté flics, comme toujours chargés de protéger le vieux monde, ils sont souvent débordés (c'est-à-dire moins rapides), en tout cas de nombreux renforts sont toujours nécessaires pour le-retour-à-la-normale. Si l'épreuve existait pour le CIO, l'équipe d'Algérie serait certainement championne du monde de caillassage. La paix sociale est définitivement assénée quelques jours ou quelques semaines après «les terribles scènes de violence» par les coups de marteau résonnant sur les bureaux des juges: depuis un an, ce sont plusieurs centaines d'émeutiers qui ont été engeôlés. Mais la solidarité renforce, normal, les accès de rage et la libération des détenus stimule admirablement familles, proches, voisins: manifestations, occupations de tribunaux, assemblées sur les places publiques…

Revenons, par exemple, sur les «événements» de Chlef (ville de 180.000 habitants située à 200 km à l'ouest d'Alger) – non pas pour en faire une émeute «meilleure» qu'une autre (y aurait-il de mauvaises émeutes?), hein.

Le 27 avril 2008, devait comparaître au tribunal le président de l'association des sinistrés d'un séïsme de… 1980 (Chlef est dans une région fortement sismique), suite à une plainte du wali (le préfet) pour diffamation: l'association avait protesté contre l'annulation d'une aide, pourtant décidée dans une loi de 2007, portant sur la reconstruction de logements «en dur» en remplacement de 27.000 préfabriqués – que les gendarmes ont commencé à détruire avant même le début des travaux. Dès l'aube, les accès au tribunal sont bloqués par des flics, il n'en fallait pas plus aux centaines de personnes venues assister au procès pour faire exploser de beaux accès de rage – qui n'en aurait pas fait autant?

D'abord aux alentours du tribunal, rapidement dans tout le centre ville, ensuite (jusque vers 22h) dans la plupart des quartiers. Caillassage vigoureux des façades vitrées des sièges d'Algérie Poste (dont la recette se volatilise), d'Algérie Télécom, de l'APC (Assemblée populaire communale), du musée de la ville, de la banque du Golfe Arabe, de la gare, les détruisant de fond en comble. La Direction des mines et de l'industrie, un bureau de poste et la bibliothèque municipale sont totalement incendiés. Le siège de la faculté de droit saccagé. Les bureaux de la Banque extérieure d'Algérie dévastés – et pillés, naturellement. Sans parler des voitures, des lampadaires et autres éléments de mobilier urbain. Les attaques des bâtiments de la wilaya et de la daïra ont été repoussées par les forces anti-émeutes arrivées assez rapidement en renforts de plusieurs autres wilayas, notamment d'Alger. On parle le soir de plusieurs dizaines de blessés (dans les deux camps) et d'une centaine d'arrestations.

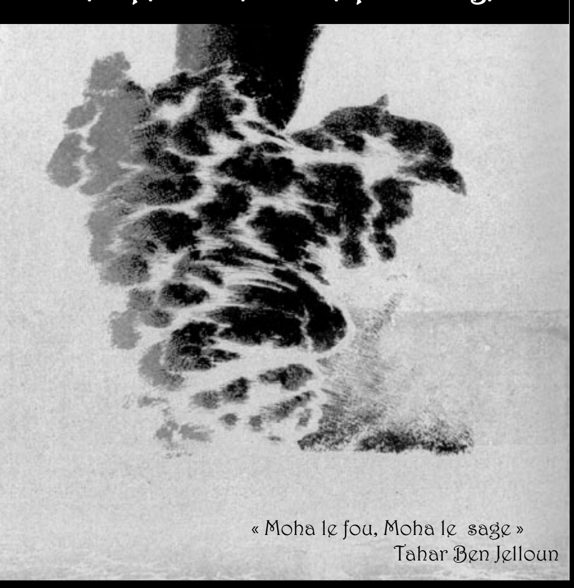
Le lendemain, ça repart de plus belle après le premier café, pierres contre lacrymo: rassemblés dans différents coins de la rue principale de la ville, des dizaines de jeunes se sont attaqués pendant plusieurs heures aux policiers qui tentaient de les empêcher de s'approcher des institutions publiques. «Nous n'arrêterons pas avant le départ du wali», déclarent des jeunes surchauffés. Les affrontements ont continué dans la plupart des quartiers de la ville, ainsi que dans des villes et villages voisins, dont Chettia à une dizaine de kilomètres: les établissements scolaires, l'agence des PTT et la direction des impôts y ont reçu une visite mémorable des émeutiers. La route nationale a été bloquée toute la journée par des barricades enflammées. Bilan de la journée: encore des arrestations - entre une centaine et 500 selon les sources.

Le 29 avril, alors qu'à Chlef les forces de l'ordre reprennent le contrôle l'espace, troisième jour d'affrontements à Chettia: nouveaux blocages de routes toute la journée, et surtout le centre ville transformé en champ de bataille, il n'est plus question que d'en découdre avec les keufs, aux cris de «libération de tous les détenus», «satisfaction de la plateforme de revendications élaborée par l'association des sinistrés de 1980» et «départ du wali» (qui d'ailleurs a été muté

début mai). Le soir, assaillis par des centaines d'émeutiers, ce sont les bureaux de la délégation régionale de Sonelgaz qui partent en fumée. Les attaques de bâtiments (plus tard, un laboratoire pharmaceutique a été pillé) et les escarmouches ne s'arrêteront qu'à l'aube.

Depuis, 87 émeutiers, dont une dizaine arrêtés plusieurs jours après les émeutes, croupissent en taule en attente d'un procès déjà reporté à deux reprises. Et les familles et autres proches des détenus de maintenir la pression sur les autorités: occupations de bureaux, sit-ins, etc.

Journalistes, sociologues et autres gens du pouvoir évoquent régulièrement des causes qui légitimeraient ce qui est désigné comme une véritable «culture de l'émeute» – comme si l'émeute n'était pas fondamentalement ennemie de la culture. Entre autres raisons avancées par les prétendus experts de nos vies: l'urbanisation poussive et radicale du pays (30% en 1960, 80% aujourd'hui), suite à la réforme agraire des seventies – et puis, bien entendu, le célébrissime «chômage des jeunes» (estimé à 60% chez ces fameux moins-de-trente-ans, qui représentent plus de 60% des quelques 35 millions d'algériens). Pourtant, il en faut peu pour se rendre compte que certes, jeunesse et fougue restent souvent synonymes, mais le nombre de barricades de pneus enflammés à la moindre défaillance de l'approvisionnement en électricité ou la tournure que prend telle ou telle grève nous confirme que c'est bien l'ensemble d'une population qui d'une part n'en peut plus (évidemment, plus personne n'en peut, de ce monde), d'autre part le fait bruyamment entendre à qui prétend nous gouverner. Hé oui, tant de haine ne s'explique jamais vraiment, et en tout cas n'est jamais récupérable (d'ailleurs, il est rarissime qu'un film ou un bouquin s'attarde sur ces «faits divers», ce qui est révélateur du consensus qui maintient sur la guerre sociale la chape de plomb de la victoire de 1962 contre l'Etat français colonisateur et de la menace du terrorisme islamiste). Par contre, le besoin de vengeance contre chaque expression de hogra est un stimulant profond, et tellement rassembleur, contre toute forme de pouvoir.



« Moha le fou, Moha le sage »
Tahar Ben Jelloun

Côté grèves et autres «mouvements sociaux», la période y est pareillement rythmée de clameurs apparemment de plus en plus fortes: pour ne parler que de «larges mobilisations» récentes, depuis le printemps 2008 les profs en statut précaire, régulièrement rejoints par l'ensemble des enseignants et des lycéens, alternent grèves, grèves de la faim, manifs, rassemblements dont sit-ins devant leur ministère, le tout violemment réprimé: matraques, arrestations de prétendus leaders, et une fin systématique de non-recevoir – le tout sous la menace d'une privatisation partielle et sournoise de l'éducation. Début novembre, une grève illimitée des 50.000 étudiants de Sétif pour réclamer des «moyens» (dans le contexte d'une réforme LMD en cours) et trois jours de grève nationale dans la fonction publique viennent rajouter une couche au grognement ambiant. Toujours en novembre, les syndicats autonomes de dockers débrayent plusieurs jours pour dénoncer la concession des ports d'Alger et de Djendjen à une multinationale émirienne. Mais aussi, tout au long de l'année, se sont agités les personnels de santé, les vétérinaires, des salariés des hydrocarbures, des travailleurs du BTP (souvent en butte avec leurs patrons chinois, qui les mettent en concurrence avec des ouvriers chinois) – bref, un peu de fraîcheur aussi du côté des luttes de salariés, malgré

un encadrement syndical assez strict (en transition, toujours, dans le cadre d'une relative rupture avec le modèle du syndicat unique – l'UGTA): mais la cogestion n'est pas encore au point, il reste quelques brèches dans lesquelles développer des espaces autonomes de luttes.

Lorsque l'on parle de révolte, cette vive colère diffuse à l'échelle d'un territoire aussi vaste, il n'est pas déterminant, mais pas non plus anecdotique, d'évoquer la situation et l'évolution socio-économique d'un tel pays: les grondements des foules énervées nous parlent aussi des sales manières dont le capital maîtrise, plus ou moins bien, sa reproduction, auxquelles elles résistent activement. Ce pays, désigné comme un modèle de croissance économique (+5% chaque année en moyenne depuis 2002), vit aussi à l'heure de la mise en place, à marche forcée, de l'Union pour la Méditerranée (malgré les réticences de Bouteflika liées à la présence d'Israël dans cette belle «union» en concurrence directe avec le projet états-unien de Grand Moyen Orient, sans parler de l'amitié «historique» sino-algérienne: les échanges bilatéraux ont fait circuler quatre milliards de dollars en 2007). En Espagne, dans les années 1980, il était courant d'entendre, pendant les grandes grèves émeutières des ouvriers des secteurs industriels «en restructuration» (notamment dans les Asturies ou au Pays basque sud: chantiers navals, dockers, …): «ce n'est pas l'Espagne qui rentre dans la CEE, mais l'Europe qui rentre en Espagne». Difficile de ne pas voir dans l'excitation des gouvernants et des patrons européens pour cette nouvelle alliance transméditerranéenne cette même perspective, de pouvoir encore mieux s'engouffrer dans de nouveaux espaces – d'autant plus dans un pays aussi riche que l'Algérie, quatrième producteur mondial de gaz et quatorzième de pétrole. Et dont, même en cette période de chute libre du prix du baril de pétrole (automne 2008), les énormes réserves de liquidités semblent mettre pour le moment hors d'une quelconque déroute financière.

Alors, le flux international en Algérie, ça donne: un TGV transmaghrébin pour Alstom, un métro à Alger (Alstom encore) qui sera géré par la RATP, plusieurs complexes pétrochimiques ou sidérurgiques avec des partenaires saoudiens, japonais, allemands, une des plus grandes usines du coréen Samsung à Sétif, un viaduc à Constantine réalisé par un groupe brésilien, la restructuration des infrastructures portuaires et ferroviaires, de nouveaux gazoducs, centrales électriques et autres équipements pétroliers, la plus grande unité au monde de dessalement d'eau à Mostagadem, treize nouveaux barrages, un programme de construction d'un million de logements raflé surtout par des entreprises chinoises de BTP et, pour 5 milliard de dollars, la création à Alger par un groupe émirien du «plus grand parc urbain au monde», le parc Dounya, avec ses-espaces-verts-ses-quartiers-résidentiels-ses-bureaux-ses-commerces-ses-centres-de-loisirs-et-de-détente, etc.etc.etc.

Pour sûr, s'implanter à coups de méga-chantiers dans un tel pays signifie pour les entreprises de trouver non seulement d'évidents débouchés économiques, mais aussi une main d'œuvre abondante et supposée docile (la célèbre «armée de réserve», c'est plus de 20% de chômeurs en Algérie). Mais, on l'a vu, c'est quand même mal barré pour les patrons, même si la police veille, s'équipe et se prépare… Et on pense aux belles émeutes de 2004 des plus pauvres des travailleurs, les Rroms, en Slovaquie devenue un des nouveaux centres industriels européens, ou, aujourd'hui, en Roumanie, où les grèves n'en finissent plus, que même l'importation d'ouvriers encore moins chers (Philippins, Bangladais, etc.) ne suffit pas à contrecarrer, dans des secteurs aussi structurants que l'automobile, le textile, la logistique… [4] Et oui, la délocalisation a souvent fait se trouver les managers face à des salariés autrement plus combattifs qu'en Occident, où les syndicats jouent parfaitement leur rôle de maintien de l'ordre des travailleurs. Les faubourgs du monde restent souvent ingouvernables.

Et déjà, en quelques années, l'Algérie est devenue un pays d'immigration car, bien sûr, un sans-papier d'origine subsaharienne coûte encore moins cher qu'un chômeur algérien. En 2007, les services de la Sûreté nationale ont arrêté 12.000 personnes entrées illégalement sur le territoire algérien, dont 7.000 Maliens et 3.000 Nigériens. En 2008, environ 5.000 migrants auraient été expulsés vers des pays du sud. D'ailleurs, en juin 2008, une loi a été votée, durcissant les «conditions d'entrée, de circulation et de séjour des étrangers», prévoyant entre autres le triplement du budget destiné à «la lutte contre l'immigration

clandestine», notamment pour la construction… de centres de rétention. Les mesures de dissuasion de l'émigration, quant à elles, se renforcent également, sous la pression de l'Union européenne – et c'est maintenant de plusieurs mois de prison que peuvent être condamnés les harragas (voire… leurs parents), ces «brûleurs de papiers» qui tentent la grande traversée vers le nord, embarquant à bord de pateras de Annaba, Mostaganem… [5] Car, on ne le répète jamais assez, des secteurs entiers de l'économie (BTP, agriculture, restauration…) fonctionnent sur l'organisation en cascade de ces «délocalisations sur place» que permet l'emploi de travailleurs sans-papiers. Bien sûr la répression (à haute visée médiatique) s'abat à plein régime sur les pauvres (il s'agit de maintenir coûte que coûte une paix sociale qui seule garantit le bon fonctionnement de l'économie), mais la belle propagation des mutineries et des incendies de centres de rétention nous fait chaud au cœur… [6]

L'histoire remarquable des protestations populaires algériennes (depuis le Printemps berbère de 1980, la quasi-insurrection généralisée d'octobre 1988, balayée dans le sang – on parle de plus de 500 morts –, le soulèvement en Kabylie au printemps 2001, pour ne parler que des pics d'intensité de cette longue permanence de la révolte, qui s'est aussi aiguisée à Oran en 1982, Annaba en 1983, Laghouat en 1983 et 85, Alger (la Casbah) en 1985, Sétif et Constantine en 1986, Alger et diverses villes en 91, en 2004 dans une trentaine de villes, etc. [7]) ne fait évidemment pas tout: c'est plutôt l'actualité des contestations dans les États voisins qui nous permet d'imaginer comme l'air du temps est particulièrement orageux.

Au Maroc: depuis le printemps dernier, blocage du port de Sidi Ifni par des chômeurs, manifs, émeutes, envoi de l'armée: plusieurs tués et 300 arrestations (suivies de tortures) le 7 juin 2008 – après quelques semaines d'accalmie durant l'été, reprise des affrontements en septembre-octobre [8]; manifestations quasi-quotidiennes des étudiants dans les grandes villes, qui ont vite appris le goût des matraques mais qui ont aussi vite appris à se défendre, comme à Marrakech le 14 mai où pierres et cocktails molotov ont plu sur les 1.000 hommes des forces spéciales dépêchés pour empêcher une marche vers la présidence de l'université (bilan de la journée: 800 étudiants raflés, une centaine gardée à vue, sept emprisonnés en attente d'un procès); un sit-in contre «la cherté de la vie» (il faut dire que le prix du pain avait augmenté de 30% la veille) qui se transforme en émeute à Sefrou le 23 septembre 2007: 300 blessés dont pas mal chez les keufs, la plupart des bâtiments publics saccagés; et même en Tunisie, dix mois de ce qu'on appelle une «insurrection» dans le bassin minier de Gafsa (phosphate), durcissement de la grève des mineurs mais aussi des étudiants, chômeurs, «mères de famille» contre «le modèle économique tunisien» et violente répression (des syndicalistes sont même inculpés pour «constitution de bandes de malfaiteurs»); en Égypte diffusion à l'ensemble des secteurs économiques des luttes des travailleurs du textile (première activité industrielle du pays, après le tourisme), depuis deux ans maintenant: grèves sauvages, occupations, manifs, émeutes, et là aussi, répression de plus en plus massive, avec le concours actif des Frères musulmans patrons de nombreuses usines (plusieurs morts, des milliers d'arrestations); pour ne pas parler ici de la multiplication

A propos de l'insurrection algérienne de 2001

«Le trait le plus remarquable de l'insurrection algérienne est sans conteste son auto-organisation. L'hostilité aux partis politiques et à «toute proximité avec le pouvoir», la méfiance devant toute représentation incontrôlée, le refus de servir une fois encore de piétaille à des manoeuvres d'appareil, tout cela a trouvé son accomplissement positif dans la généralisation et la coordination des assemblées de villages et de quartiers, vite reconnues par tous comme la seule expression authentique du mouvement».

Apologie pour l'insurrection algérienne
trouvable sur www.infokiosques.net

depuis un an des émeutes dites «de la faim», «de l'électricité» ou «du gaz» au Sénégal, Cameroun, Burkina, etc. [9] Bref, au sud de la Méditerranée, et même si les espaces-temps de la révolte sont particulièrement disjoints, les classes laborieuses composent de fait une réjouissante internationale de classes dangereuses, d'autant plus qu'elle semble particulièrement tenace et alerte contre les assauts policiers et judiciaires.

C'est dans ces moments d'intenses émotions collectives, que les travailleurs (avec ou sans emploi) s'extirpent d'un quotidien particulièrement apathique, que les gueux reprennent le temps de vivre à toute allure. Et le choix déterminé de l'affrontement est en soi une critique en actes de ce monde qui voudrait régir l'entièreté de nos vies – il est particulièrement revigorant de voir que la rue peut encore être cet espace politique si vif, et pas seulement ce lieu de circulation si policé où l'on voudrait nous enfermer. **Puissent les flammes de l'Algérie et autres banlieues malfamées du monde réchauffer nos longs hivers….**



NOTES :

1. Cela fait écho à la récente présentation de nouvelles techniques anti-émeutes de la police française, lors d'une rencontre européenne sur les «défis des violences urbaines», mi-octobre 2008. Nouvelles technologies, augmentation impressionnante des effectifs et petits groupes très mobiles, au menu. Tiens, quelques inquiétudes chez les gouvernants? Que les récentes démonstrations antiterroristes ne viendraient-elles pas confirmer?
2. Les quelques «citations» et les infos proviennent des médias algériens – méfiance, donc. Un portail internet de quotidiens francophones existe: www.presse-dz.com. Les droitsdel'hommiste de www.algeria-watch.org compilent thématiquement un grand nombre d'articles de presse (dossiers «émeutes», «luttes syndicales», «dégradation de la vie sociale», etc.). En France, un universitaire tient à jour une base documentaire (surtout une revue de presse et des vidéos) sur les émeutes dans le monde: http://berthoalain.wordpress.com; quelques nouvelles du Maghreb aussi dans les «brèves du désordre» recensées sur http://cettesemaine.free.fr.
3. Suite aux émeutes, le gouvernement prit la décision de replacer le club en première division. Le hooliganisme paye.
4. Deux articles sur les récentes grèves en Roumanie dans les numéros 125 & 126 (été & automne 2008) de la revue Échanges, dont une partie des textes, consacrés à l'actualité mondiale de la lutte des classes, est disponible sur le site internet www.mondialisme.org.
5. http://elharraga.wordpress.com est consacré à ce «phénomène».
6. Sur les mois de lutte au CRA de Vincennes, des témoignages ont été rassemblés dans le livre Feu au centre de rétention, Libertalia, nov. 2008.
7. Signalons «1988: la deuxième guerre d'Algérie», Courant alternatif, n°184, novembre 2008 [http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article420]; de Jaime Semprun, Apologie pour l'insurrection algérienne [2001], dont une brochure a été faite, trouvable sur http://infokiosques.net; des textes publiés dans plusieurs Bulletins de la Bibliothèque des émeutes reviennent sur les affrontements dans les années 1990 et 2000, disponibles sur www.bellesemotions.org.
8. Une «chronologie des émeutes et de la répression subie à Sidi Ifni» a été publiée en juin 2008 : www.mondialisme.org/spip.php?article1166.
9. Des infos sur les émeutes «de la faim» qui ont touché une cinquantaine de pays en 2008, ou sur la haute tension en Égypte, encore dans la revue Échanges. [Noir décembre 2008]

Faire face à l'Etat.

Après deux-trois jours de rabattage médiatique sur l'importance soudaine de quelques actes de sabotage ayant perturbé la circulation de quelques trains, la police rentre en action. Le 11 novembre 2008, une dizaine de personnes sont arrêtées simultanément dans différents endroits de France (Paris, Rouen, Tarnac et environs de Nancy).

Neuf d'entre elles sont mises en examen pour "association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste". Aux alentours du 15 novembre, quatre de ces personnes sont placées sous contrôle judiciaire et les 5 autres sont incarcérées dans différentes prisons. Trois d'entre elles sont spécifiquement accusées d'une partie des sabotages qui avaient, à l'aide de crochets habilement placés, arraché des caténaires approvisionnant des TGV en électricité en date du 8 novembre.

Le 2 décembre, 3 des 5 sont à leur tour relâchées sous contrôle judiciaire tandis que les deux derniers sont gardés en prison.

Finalement Yldune sera relachée (sous contrôle judiciaire), tandis que Julien – accusé d'être le "chef" de cette nouvelle invention policière nommée la "cellule invisible"- est encore enfermé.

Leur stratégie de défense nous laisse pour le moins perplexes. Jouant sur l'absence de preuves de la police, ils ont décidé de retirer leurs arrestations du terrain poltique, de jouer les cartes du délit d'opinion, de l'appui d'intellectuels de gauche et de passer sous silence toute idée de lutte, alors que c'est bien à ça que la répression à laquelle ils ont été confrontés s'attaquait.

Cependant, ce sont les actes, et l'attaque menée à leur encontre, qui nous parlent dans cette affaire. Des textes parus suite à ce coup de théâtre médiatico-policier (spectacle auquel certains des inculpés se sont allègrement prêtés) nous ont semblé intéressants parce qu'ils reprennent la répression et les moyens d'action dans leur contexte social.

Quelques TGV bloqués auront suffi à déclencher une campagne médiatico-policière caricaturale, alimentant le climat de peur et de paralysie ambiante dont la crise économique n'est qu'un des autres ressorts. La fable est bien connue et ressemble à un bon épisode de Navarro. De dangereux terroristes comploteraient dans l'ombre afin de porter atteinte à l'Etat, donc au peuple, donc à chacun d'entre nous. Heureusement, Michèle Alliot-Marie et son équipe de fins limiers de la DCRI veillent au grain et garantissent la tranquillité des braves citoyens inoffensifs. Le pouvoir peut se féliciter d'avoir pu compter sur l'étroite collaboration des journalistes avides de chair fraiche et toujours prêts dès qu'il s'agit d'ériger la terreur étatique en pur spectacle. Et l'opération ne serait pas une totale réussite sans la participation amicale des leaders politiques et syndicaux effrayés de voir leur respectabilité mise en cause par quelques fanatiques. Que chacun tienne son rôle et les vaches pourront continuer à regarder passer les trains.

Mais derrière cette mise en scène, la justice aux ordres du ministère de l'intérieur a de fait ouvert la chasse à tous ceux qui sortent des rangs. Les dégradations commises sur les rails constituent des actes de sabotage au même titre que ceux perpétrés par les cheminots lors des grèves. Ils sont restés anonymes et rien ne doit donc les distinguer de toute une série de faits dont le dénominateur commun réside dans la volonté de ne plus laisser cette société mortifère nous broyer sans réagir. Que les neuf personnes mises en examen en soient ou non les auteurs importe peu au fond. Elles ont été arrêtées au nom d'un profil que le pouvoir digère mal et auquel nombreux sont ceux qui pourront s'identifier, celui d'enragé. Et c'est ce profil que la justice cherche désormais à nous vendre comme terroriste en construisant de toute pièce une hypothétique organisation anarcho-autonome. La méthode ne date pas d'hier : isoler les formes de contestation qui sortent des cadres autorisés et frapper de stupeur ceux que démange l'esprit de la révolte. Trois camarades accusés de tentative d'incendie d'une voiture de flics font déjà les frais de cette croisade et sont incarcérés depuis plusieurs mois.

Ils voudraient nous faire croire que leurs lois et nos peines, que leurs rafles et notre peur au ventre, que leurs banques et nos boulots merdiques, que leur domination et notre soumission constituent l'horizon indépassable de nos existences. Ils voudraient circonscrire la maladie de la rage folle à quelques cas pathologiques. Mais le virus a largement débordé le codon sanitaire. Il est grand temps que l'épidémie explose en plein jour.

Tant qu'ils joueront avec nos vies, qu'ils se méfient de notre sourire.

(texte d'un tract trouvé sur Indymedia Nantes)

Du sabotage considéré comme un des Beaux Arts

Il faut vraiment être aveugle pour ne pas voir dans le sabotage une arme classique des exploités. Il faut vraiment avoir la mémoire courte pour oublier que, dans toute guerre sociale, nombre de révoltés n'attendent pas nécessairement que tout le monde se bouge pour exprimer leur colère.

Des émeutes de novembre 2005 à celles du CPE au printemps 2006, des occupations d'usines et séquestrations de dirigeants aux nombreux sabotages lors du mouvement cheminot de novembre 2007, il semble clair pour beaucoup que ce n'est pas en mendiant qu'on peut en finir avec une situation de misère et d'exploitation.

Dans cette société carcérale, on voudrait nous faire croire à coups de tazers ou de bulletins de vote que nous vivons dans le meilleur des mondes : la démocratie marchande. Les guerres ou l'empoisonnement de la planète au nom du fric viennent pourtant nous rappeler que le capitalisme est un système mortifère et que l'Etat est un ennemi.

Alors il faut se battre, pour détruire ce qui nous détruit. Lutter individuellement et collectivement là où l'on est, pour un monde libéré de l'exploitation et de la domination. Et ce n'est ni à leur code pénal ni à leur morale de nous dicter ce que nous avons à faire, mais à la rage et à l'éthique de chacun.

Le 11 novembre, dix personnes ont été arrêtées lors d'une nouvelle opération du Ministère de la Terreur, accusées des sabotages de caténaires de la SNCF du week-end précédent. Les journaflics et les politicards, chacals de tous bords, se sont aussitôt empressés de dénoncer un imaginaire «mouvement anarcho-autonome». Sous ce même prétexte d' «association de malfaiteurs à but terroriste», trois camarades sont déjà incarcérés, parfois depuis plus de 9 mois, accusés d'une tentative d'incendie de véhicule de police à Paris (18e) en mai 2007, lors des explosions de colère venues saluer la dernière élection présidentielle.

En un temps «de crise» où l'Etat arrose les capitalistes à coups de milliards, il tente une fois de plus d'isoler de «mauvais révoltés» pour mieux les éliminer. Mais peu importe qu'ils soient coupables ou innocents, laissons ces catégories aux charognes en toge et à leurs souteneurs.

Car de même que la passion pour la liberté ne s'enferme pas dans des sigles, ce que redoute la domination c'est la multiplication diffuse et anonyme de ces attaques. Solidarité contre le terrorisme d'Etat, avec les moyens que chacun jugera adéquats...

Brisons le train-train quotidien,
12 novembre 2008

Si l'histoire des arrestations du 11 novembre a fait scandale dans la presse, ce n'était pourtant pas la première interpellation dans le cadre d'une enquête sous régime "anti-terrorisme" en lien avec une nébuleuse mouvance "anarcho-autonome", appellation tout droit sortie des cervelets fumeux de flics en manque de créativité. En effet, six personnes sont aussi sous enquête judiciaire dans le cadre de cette chasse aux "anarcho-autonomes".

Isa et Farid sont accusés d'un transport de chlorate, de la possession d'un plan d'une prison pour mineurs et de manuels de sabotage, éléments trouvés lors d'un contrôle routier le 23 janvier 2008. Tous les deux furent immédiatement placés en détention préventive. Après quelque mois, Farid est relâché sous contrôle judiciaire en attente de son procès.

Damien, Juan et Isa (encore elle) se retrouvent aujourd'hui enfermés pour la tentative d'incendie d'une dépanneuse appartenant à la police lors du deuxième tour des élections en France (la preuve arguée par les flics pour justifier la préventive serait des traces ADN retrouvées sur le sachet plastique dans lequel étaient posées des bouteilles remplies d'essence)

Ivan, Bruno et Damien (encore lui) sont, quant à eux, accusés d'un dernier fait : un transport de chlorate (fumigènes) et de clous tordus alors qu'ils se rendaient à un rassemblement devant un centre de rétention pour « étrangers ». Ivan est sous contrôle judiciaire et Bruno s'est fait la malle.

Il n'y a encore aucune date pour tous ces procès et une enquête reste en cours pour essayer de trouver à qui appartiendraient les deux derniers ADN masculins apparemment retrouvés par les flics sur le dispositif incendiaire placé sous cette foutue dépanneuse.

Isa libérée !

Mardi 10 Février, la cour d'appel de Paris a ordonné la remise en liberté d'Isa.

Bonne nouvelle donc, mais l'enquête suit son cours. En attendant, elle est placée sous contrôle judiciaire: interdiction de quitter le territoire français, d'entrer en contact avec les autres mis en cause du dossier et pointage à un commissariat.

Lettre de Juan depuis la prison de Rouen

(Octobre 2008)

J'écris depuis la prison de Rouen, qui s'est une nouvelle fois illustrée le 10 septembre par la mort d'un détenu, victime de la folie... de l'Administration Pénitentiaire.

Ca fait maintenant quatre mois que je suis en détention provisoire pour terrorisme.

Terrorisme ! Quel outil formidable pour l'Etat ! Le terrorisme vient aujourd'hui justifier des mesures de contrôle et de fichage de plus en plus poussées au nom de notre sécurité. On ne s'étonne même plus de croiser dans les gares des militaires, mitraillettes à la main. Démocratie ou pas, la peur reste le meilleur moyen pour soumettre et gouverner.

Dans l'imaginaire collectif, le terroriste, avec le pédophile, est devenu une des figures même du mal. D'un côté il a le visage de monsieur tout le monde, ce qui en fait une menace permanente et insidieuse qui ne peut se combattre que par un contôle généralisé de plus en plus strict. Et de l'autre, il a le visage repoussant d'un monstre sanguinaire, fasciné par la violence et n'ayant plus rien d'humain ni de commun avec nous pour éviter qu'on le comprenne et que de tels actes se propagent. Apposer l'étiquette de terroriste sur quelqu'un, c'est donc le condamner au bannissement. Qui soutiendrait des barbares pareils ?

C'est une habile manoeuvre politique pour isoler et affaiblir. On fait passer des amis, des camarades de lutte pour des illuminés en décrédibilisant les moyens considérés comme violents (sabotage, bris de vitrine, etc) autant que le sens politique de leur action. Diviser pour mieux régner, rien de nouveau. On fait le tri entre la contestation « raisonnable », que l'Etat tolère, voire intègre pour se renforcer ; et celle sauvage et non autorisée, plus difficilement récupérable. On frappe fort sur quelques-uns pour que tout le monde ferme sa gueule et sache à quoi s'en tenir. Evidemment pour être efficace, ça doit servir d'exemple, on ne peut pas faire de tout le monde des terroristes.

La Mouvance Anarcho-Autonome Francilienne (MAAF), l'organisation terroriste à laquelle nous sommes supposés appartenir, rend bien compte de cette intention. Vous n'avez jamais vu de tract ou d'attentat au nom de la MAAF. Et pour cause : ce sexy sigle est une invention policière, le titre d'une catégorie de classification des RG (Renseignements Généraux). Le mot « mouvance » montre à quel point c'est flou. Il peut suffir d'un contrôle d'identité au cours d'un moment de contestation sauvage, de la fréquentation d'un lieu ou d'une personne, d'une lecture ou d'une opinion subversive. Certains thèmes aussi sont plus sensibles comme les prisons ou les sans-papiers ; RESF par exemple est qualifié de mouvement «quasi-terroriste».

Cette histoire de tentative d'incendie est loin d'être l'affaire du siècle. Et si le pouvoir, relayé par les médias, l'a gonflée au maximum, ce n'est pas que l'Etat craignait de ne pouvoir se relever de ce coup. Malheureusement, il faudra plus qu'un incendie – même réussi - pour mettre vraiment en danger le système. Si l'Etat est attentif et soucieux de ces «menaces» politiques et que cet affront devait être puni, il en a surtout profité pour faire de cette affaire un exemple, répondre à la contestation sociale, et remettre à jour quelques fichiers de renseignements et bases de données policières.

Nous nions tous les trois notre implication dans cette tentative d'incendie. Mais en vérité c'est un détail.

D'abord parce que face à la supposée irréfutabilité de la preuve par l'ADN des scientifiques, il est difficile d'expliquer la présence de poils qu'on a pu éventuellement semer, si tant est que ce soient les nôtres !

Ensuite parce que la Justice donne peu d'importance à ce qu'on a à dire. Elle n'a pas besoin de toi pour te juger. Qu'importe ce que tu as réellement fait. Si tu as le profil, et il peut suffir d'une garde-à-vue, de la participation à une manif ou d'opinions affichées, ça suffit à être condamné. Tout le reste est du théâtre.

En ce sens, la Justice ne s'est sans doute pas trompée. Je crois bien avoir le profil recherché. Non pas celui d'un fanatique qui veut semer la terreur dans la population pour arriver à ses fins – c'est plutôt l'apanage des gouvernements, qu'ils soient despotiques ou démocratiques -, mais plutôt celui d'un révolté parmi les autres.

Dans ce monde régi par le fric où la plupart des gens crèvent de faim pour soutenir le rythme de vie des riches ; où le seul horizon pour beaucoup est un travail de merde qu'on est réduit à pleurer au moment de perdre ; où l'ennui et la dépression sont la norme ; où ceux qui n'ont pas de papiers doivent raser les murs ; où la nature devient un luxe pour touristes ; où notre pouvoir sur nos vies se limite au choix de la chaîne télé, du bouffon qui nous gouverne, et de la marque de lessive ; où la police te rappelle à chaque instant de fermer ta gueule ; et où la prison t'accueille si tu déroges à la règle.

Dans ce monde moisi, il serait malvenu de pleurer la carcasse cramoisie d'une voiture de flics. Nous n'avons que trop de raisons de nous révolter.

Ce n'est pas la répression qui nous les enlèvera.

En taule comme dans la rue, que la lutte continue avec rage et joie !

(lettre trouvée sur indymedia grenoble)

ANTI-TERRORISME :

LA DÉPANNEUSE RACONTE !

Après avoir essuyé le refus de plusieurs journaux (Paris Match, le Nouvel Obs', l'Humanité...) de publier son poignant témoignage, la « saloperie de dépanneuse de flics », comme elle aime à se nommer, nous a expressément demandé de diffuser dans son intégralité le récit de sa vision de l'Affaire. Et, il faut le dire, nous n'avons pas su refréner son désir brûlant...

« Me voilà impliquée depuis dix longs mois dans une sale affaire où l'État – mon maître – ne parle que de «terrorisme» i tutti quanti alors que, personnellement, je n'y verrais qu'un peu de bon sens. « Je m'explique. Trois jeunes gens, Isa, Juan et Damien, se retrouvent, un peu à cause de ma propre existence, mis en taule depuis trop de temps, et en attente d'un hypothétique procès sous mandat de dépôt anti-terroriste. La Justice les accuse d'avoir tenté de m'incendier, moi saleté de dépanneuse de flics, devant un commissariat du XVIIIème arrondissement de Paris, en mai 2007, pendant la période agitée des élections présidentielles. Ils auraient été confondus, selon les juges d'instruction, par leurs profils ADN pris sous la pression ou à leur insu. En fait, d'après ce que j'ai pu comprendre, ce que le pouvoir leur reproche tient plus à leur profil politique – «anarcho-autonome» selon lui – qu'à autre chose. Et tient plus aux intentions qu'il leur prête qu'à une « preuve adn » toujours présentée comme la vérité vraie, la couleuvre à avaler.

« Si je tiens, aujourd'hui, à prendre la parole publiquement et par voie de presse, c'est effectivement que je suis littéralement proche de péter une durite (et c'est peu dire) à l'idée que l'État m'utilise allègrement pour sa propagande. Aussi, par peur de représailles, j'ai longtemps hésité avant de briser le silence : je crains en effet, pour mes camarades à quatre roues et moi même, un regain de zèle quant à nos utilisations par nos maîtres. Et, pour en avoir discuté sur le parking avec quelques collègues – banalisés ou non –, je sais qu'un certain nombre d'entre nous souhaiterait ne plus fonctionner, ne plus servir.

« Ne plus servir l'État. Ne plus sentir nos maîtres, ces porcs en uniformes, écraser par le fondement ce qu'il y a de plus rembourré et moelleux en nous. Ne plus entendre ces petits rires suffisants de ces cow-boys de merde. Ne plus laisser ces assassins violenter l'accélérateur à en faire saigner le pare-choc avant. Ne plus entendre les leçons de morale de ces bouffons de « bons flics de gauche ». Ne plus trimballer ces larbins et ne plus les aider à traquer le pauvre à foutre en taule, l'arabe à tabasser. Ne plus transporter les troupes de gardes-mobiles sur les piquets de grève. Ne plus aider le Pouvoir à se remplir les fourrières et les poches. Ne plus convoyer les indésirables des centres de rétentions aux charters d'Air France... Ne plus déplacer les prisonniers de la démocratie de cellules en mitards jusqu'à ce qu'ils en crèvent. Ne plus servir les intérêts de la classe des exploiteurs et des mafieux, ne plus servir l'État.

Je ne suis qu'une saloperie de voiture de flics et je ne veux plus servir ! Voilà, c'est dit !

« Dans cette optique, je ne peux envisager que deux possibilités. La première, ambition que je nourris depuis tant d'années, ne tiendrait qu'à l'erreur de celui qui me conduirait et au platane qui surgirait. Ce serait une fin assez esthétique et ça ne me déplairait pas. Mais, la seconde, l'idée d'un acte rageur mettant fin à ma fonction me réjouirait davantage.

En effet, qui n'a jamais rêvé, au moins l'espace d'un instant, d'endommager, de crever les pneus, de détruire une saloperie de voiture de flics comme moi ? Qui n'a jamais songé à réduire à poussières caméras de vidéo-surveillance, parcmètres, radars, et autres automates du contrôle ? Qui n'a jamais souhaité l'arrêt cardiaque binaire de ces ordinateurs surprotégés abritant Edvige, Cristina, Stic, Fnaeg, et autres dizaines de fichiers policiers ? Qui n'a jamais eu le désir pressant de retourner la matraque contre la main qui habituellement frappe, frappe et frappe ?

« Pour autant, je ne veux pas qu'il puisse y avoir méprise. Si, pour moi, il y a une logique évidente d'un certain nombre d'entre vous à vouloir se débarrasser des armes – par destination ou non – des flics, c'est également évident que ça reste bien insuffisant. Non seulement nous sommes interchangeables : si quelqu'un parvenait à me saboter et à me mettre hors d'état de nuire, j'en serais la première ravie, je vous l'ai dit, mais je craindrais l'arrivée rapide de ma remplaçante. Nous détruire joyeusement par paquets de plusieurs centaines simultanément, ne suffirait pas, je le crains. Tant que ne sera pas détruit le pouvoir de ceux que le contrôle et la coercition protègent, notre raison d'être ne sera pas affectée.

« Des saloperies de voitures de flics, il en crame depuis des décennies. Et il en cramera encore. C'est ainsi et c'est tant mieux. Pour ma part, j'espère qu'une bonne âme voudra bien se décider à me saccager, à me caillasser, à me caraméliser le moteur, à me désosser et me revendre en pièces détachées, à me faire flamber, à m'épargner le terrible poids d'autres arrestations...

« En espérant cette fin prochaine, je finirai par ce que me disait encore hier mon pote Scénic bleu métallisé banalisé du commissariat du XVIIIme : **«un peu de bon sens, un peu d'essence...».**

Appel à une semaine de solidarité sans frontière avec Isa et tous les prisonniers

Bonne année ?

Un an...

Ça fera bientôt un an qu'Isa est en prison. Qu'ils la transfèrent sans cesse : d'abord Fleury-Mérogis, puis Lille-Séquedin, Rouen, et aujourd'hui Versailles. Isa est accusée de la tentative d'incendie d'une voiture de flics pendant les élections présidentielles, et d'avoir eu en sa possession des plans d'un Etablissement Pénitentaire pour Mineurs (EPM), du chlorate de soude (produit servant à fabriquer des fumigènes) et des manuels de sabotage.

L'enquête est toujours en cours, il n'y a pas de date de procès. Ni pour elle, ni pour les autres accusés reliés à cette affaire (Damien et Juan, encore en prison, ainsi que Farid, Ivan et Bruno). Il s'agit d'une des enquêtes sous régime anti-terroriste (dont « Tarnac » est l'exemple le plus visible) qui concerne la dite « mouvance anarcho-autonome », catégorie policière utilisée pour désigner de multiples personnes participant à des luttes sociales.

Au bout d'un an, avant le 26 janvier au soir, les juges doivent décider de renouveler, ou pas, le mandat de dépôt criminel d'Isa : de la maintenir en détention préventive, ou de la libérer.

Parce que cette affaire est un exemple parmi d'autres de la répression et du serrage de vis généralisé qui frappe de plus en plus de personnes et remplit toutes les prisons y compris les nouvelles (pour étrangers, pour mineurs, de haute sécurité...),

Parce que notre solidarité s'adresse à celles et ceux qui se révoltent contre l'ordre de ce monde,

Appel à une semaine de solidarité internationale avec Isa et tous les prisonniers entre le 18 et le 25 janvier 2009 : multiplions les actions (banderoles, tags, rassemblements, réunions publiques, manifs, feux d'artifice, ...) pour rompre l'isolement carcéral et continuer la lutte.

Encore une occasion d'échanger et de partager notre rage, et de s'en prendre à ce qui exploite et enferme.

Liberté pour Isa, Damien, Juan et tous les prisonniers!

Vive le sabotage !

Vive la révolte !

(texte trouvé sur www.cemab.be)

Chronologie de la semaine internationale de solidarité avec Isa et tous les prisonniers 18-25 janvier

18 janvier,

Versailles : Dans le cadre de la semaine de solidarité sans frontière avec Isa et tous les prisonniers aujourd'hui, une manifestation était appelée à la prison pour femmes de Versailles (78) ou est notamment incarcérée Isa.

Nous étions encore une centaine à nous réunir devant les portes de la maison d'arrêt, 28 avenue de Paris, à 16h. Deux banderoles ont alors été déployées du coté de l'avenue qui mène au château de Versailles sur lesquelles on pouvait lire sur l'une, « Liberté pour Isa, Juan, Damien et tous les prisonniers » et sur l'autre « Destruction de toutes les prisons ». En même temps de nombreux pétards étaient lancés vers le mur de la prison, dont certains au-delà, et on pouvait entendre « Libérez Isa ! Libérez les prisonnières ! ». Au bout d'un moment nous nous sommes déplacés vers une rue à coté, la rue de l'assemblée nationale, de laquelle on peut voir une partie des bâtiments de détention. Là, des pétards ont à nouveau été lancés de l'autre coté du mur et quelques feux d'artifices ont été tirés. Des prisonnières nous ont alors répondu en nous saluant de la main, ont crié « On veut la liberté ! » et quelques mots ont pu être échangés. De notre coté, nous avons encore crié « Pierre par pierre, mur par mur, nous détruirons toutes les prisons ! » et des « Tenez bon ! », « Liberté ! » ou « Feu aux prisons ! » puis nous sommes partis ensemble vers la gare RER. La police, pour une fois peu nombreuse, nous a suivi jusque là et à notre connaissance, il n'y a pas eu d'arrestation.

19 janvier

Grenoble : Avec super-glue et bombes à peinture, sabotons l'anti-terrorisme «Dans la nuit du dimanche 18 au lundi 19 janvier, sept banques du centre-ville de Grenoble ont eu leur porte d'entrée et/ou leurs distributeurs de billet englués. Les portes du tribunal administratif, de France Bleu Isère ainsi qu'une ANPE ont subi le même sort.

Dans la même nuit, plusieurs banques, le Dauphiné Libéré , un centre de 'sémi-liberté', France Bleu Isère, cette même ANPE et le tribunal administratif ont eu leurs façades taguées : «Liberté pour Isa, Juan, Damien, Yildune et Julien ! Sabotons l'anti-terrorisme avec rage et joie !»

Tant de lieux indispensables au maintien de l'exploitation et de l'aliénation. Tant d'institutions avec lesquelles il faudrait bien finir par en finir...

collectif 'le sabot bien placé'»

Paris : «La nuit du 18 au 19 janvier, le distributeur de la Banque Populaire rue d'Alesia (14ème), le distributeur et toutes les vitres de la Société Générale rue Sarrette (14ème) et toutes les vitres de l'agence Adecco rue d'Alembert (14ème) ont été démolis. Des banques au travail, détruisons ce qui nous détruit. Solidarité avec Isa, Juan, Damien et tous les révoltés.»

20-21 janvier

Lille : «Dans les nuits du 19 au 20 et du 20 au 21 janvier, nous avons saboté 9 distributeurs bancaires dans l'agglomération lilloise (wazemmes, vieux lille, loos). Tout comme les révoltés grecs, nous n'avons pas besoin de justifications pour attaquer les structures du Capital. Lors de la semaine de solidarité internationale contre le terrorisme d'Etat, nous tenions à témoigner notre soutien envers les compagnons inculpés sous le coup des lois antiterroristes. Liberté pour tous et toutes !! Des révoltés sans frontières.»

Nossegem (Bruxelles): Rassemblement sauvage devant le centre de fermé de Steenokkerzeel. (voir page 3)

22 janvier

Alès, Nîmes, Sète et Montpellier : «Communiqué suite aux dommages portés à Bouygues et ses collaborateurs expulseurs : Dans la nuit du 21 au 22 janvier, à Alès, Nîmes, Sète et Montpellier, BOUYGUES et ses collabos - Fabre ETDE, Ecole des Mines, les compagnies de transports maritimes et aériens COMANAV et AIR FRANCE, les agences de voyage FRAM, COMARIT et ACCOR - ont subi divers dommages.

Ces derniers sont administrativement, financièrement et physiquement soutenus par l'Etat dans leur entreprise d'expulsion des sans-papiers comme dans l'ensemble des rouages de la machine à exploiter la misère mondiale (pillage des ressources et des milieux naturels, esclavage, enfermements, mensonges médiatiques etc). Face aux multiples résistances à la logique du capital, l'Etat renforce ses méthodes de contrôle et de répression : EPM, fichage ADN, raffles, incarcérations de présumés «terroristes» et déjà 14 prisonniers officiellement déclarés «suicidés» depuis le début de l'année 2009. SOLIDARITE AVEC TOUS LES TAULARD-E-S, LES SANS-PAPIERS, ET LES ENRAGE-E-S DU MONDE ENTIER !!

NB : le sabotage est une pratique large pouvant aller de l'acte symbolique (tel un encollage de serrures) à tout ce que la révolte imaginera.»

23 janvier

Paris : rassemblement à beaubourg à 18h pour la liberté des inculpés de l'incendie de vincennes, d'isa, juan, damien , julien et tous les prisonniers. Une immense banderole « Liberté pour les inculpés de Vincennes - Fermeture des centres de rétention » a été déployée sur la façade du centre Pompidou pendant que 80 personnes se rassemblaient sur le parvis. Le plateau d'une émission de France Culture qui se déroulait en direct dans le musée a été interrompu pour y lire un texte. Les personnes présentes au rassemblement se sont ensuite baladées en cortège dans le quartier pour y diffuser tracts et informations puis se sont rassemblées devant l'administration pénitentiaire située rue du Renard afin de rappeler que l'un des 8 inculpés de l'incendie du centre de rétention de Vincennes, Mr Slaheddine El Ouertani est dans le coma depuis bientôt 3 mois.

Montpellier : «La nuit du 22 au 23 janvier, nombre de murs du centre ville de montpellier ont été insolemment recouverts de tags ; «Les prisons au feu, les matons au milieu», «Feu aux prisons», «Mort au pouvoir», «Libérez Isa, Juan, Damien et les autres» ... On a pu lire également « Le coup de Grèce», «Grèce générale», ou encore «Du déclin à l'amour».

Que le feu se propage et que joie s'en suive !»

24 janvier

Paris : Rendez-vous était donné à 15h00 ce samedi à Barbès pour une manifestation de soutien à Isa et tous les prisonniers. Dès le départ du cortège, 300 personnes se sont fait encercler par la police sur le boulevard de la Chapelle. Immédiatement, les gens présents dans le quartier ont manifesté leur solidarité, bloquant notamment le carrefour et faisant face aux forces de l'ordre. Les policiers ont répliqué en lançant des lacrymos dans la rue et dans le métro, qui a très vite été fermé. Puis ils ont chargé tout ce qui bougeait.Gaz lacrymos, matraques, contre bouteilles pétards et fumigènes, suivis de charges sur le boulevard Barbès. Pendant plus d'une heure, des unités mobiles en uniforme et en civil ont arrêté sans distinction manifestants et passants. Plus de 120 personnes au total ont été interpellées et conduites dans différents commissariats : Charles Dallerey, dans le 11ème arrondissement, Riquet dans le 19ème et peut-être d'autres.

Paris : «Action de solidarité suite à la manifestation. Samedi 24 Janvier, à 15h à Barbès, une manifestation en soutien à Juan, Isa, Damien et tous les révoltés incarcérés a eu lieu. Elle s'est fait bloquer très rapidement. Environ 120 personnes ont été arrêtées. Plusieurs se ramassent des accusations. Ce n'est pas une surprise. Ici comme ailleurs, cela fait partie du lot quotidien. Et on ne s'y résigne pas. La nuit même, de nombreux coups sont venus briser les vitrines d'une agence immobilière et d'une compagnie d'assurance dans la rue Condorcet du 9eme, accompagnés d'un «sabotons ce qui nous détruit !». Ce n'est pas en arrêtant une manif que les feux de la révolte s'éteindront. Avec un malin plaisir et une imagination sans bornes, on continuera à développer et répandre différentes manières d'attaquer ce monde qui nous pourrit. Des brises-heureuses»

26 janvier

Paris : «autre action de solidarité. Mercredi 21 au soir à Paris, les vitrines du local PS rue de Gergovie (14) et UMP rue Pleyel (12) ont été détruites en même temps. La gauche comme la droite du capital font partie de notre écrasement. A bas les politicards, leurs soutiens et leurs interlocuteurs. Solidarité avec Isa, Juan, Damien et tous les incarcérés en lutte. Solidarité avec tous les révoltés, de Barbès et d'ailleurs.»

Bruxelles : «Le 26 janvier, peu avant 3h, nous avons incendié 3 voitures de police devant le commissariat de la rue du Bailli à Ixelles. Solidarité avec les compagnons qui se sont défendus face à la police après la manifestation de Steenokkerzeel la semaine dernière et avec les révoltés qui ont incendié le 127bis en août. Solidarité avec Isa, Juan, Damien, Bruno et tous les engeôlés de la guerre sociale.»

29 janvier

Paris : Lors de la gigantesque manifestation syndicale, les dizaines de milliers de manifestants sont passés sous une banderole disant «Solidarité avec les révoltés incarcérés. Liberté pour Isa Juan et Damien, ceux de Vincennes et de Villiers-le-Bel, Julien et les 63903 autres».

30 janvier

Barcelone : «La nuit du 29 au 30 janvier 2009, a eu lieu une action de solidarité avec les compagnons emprisonnés et en lutte en France. Toutes les vitres de l'Institut Français de Barcelone, situé carrer Moia au milieu d'un quartier de luxe, ont été détruites à coups de marteaux. Cela s'est produit sous les yeux des citoyens riches qui n'ont pas hésité à crier «terroristes» contre ceux qui osent briser la paix sociale. Il est absurde de crier au terrorisme pour des vitres brisées, quand ceux-la mêmes qui crient approuvent chaque jour un système capitaliste basé sur les guerres, l'exploitation, la destruction de l'environnement, le contrôle et la répression contre les exploités et les rebelles.

L'action directe a deux sens, symbolique et d'attaque, c'est un instrument de plus qui parle en soi et porte sa solidarité.

Nous invitons à la multiplication d'actions de solidarité avec les compagnons emprisonnés et d'attaque contre nos oppresseurs, chacun selon ses moyens et ses possibilités.

Nous sommes complices de ceux qui continuent de lutter sans changer de cap à l'intérieur comme à l'extérieur des maudites prisons.

Liberté pour les prisonniers en France
Liberté pour tous
Pour le sabotage généralisé
Quelques complices de la lutte»

(chronologie tirée du site : http://cettesemaine.free.fr)

MAUVAISES INTENTIONS #2

Parution du numéro 2 de la brochure Mauvaises intentions. On y retrouve les lettres écrites par les inculpés sous enquête « anti-terroriste » en lien avec la dite «Mouvance Anarcho-Autonome Francilienne», ainsi que des textes d'analyse et de réflexions sur la répression et nos postures face à elle.

Nous reprenons le texte de présentation :

« *Comment parler de cette répression qui nous touche dans nos façons de lutter, parce qu'elle vise des modes d'organisation et des pratiques dans lesquels nous nous reconnaissons ? Comment ne pas se considérer comme des martyrs ni comme des victimes ? On peut tenter de faire d'une situation de répression un moment de lutte, sur lequel nous devrions être capables de trouver des prises. Choisir le discours que nous voulons porter, défendre des pratiques de lutte inscrites dans leur contexte social. On a choisi de parler de ces arrestations, avec la certitude qu'elles s'inscrivent dans une réalité politique plus vaste, qu'elles sont liées à la question du système dans lequel on est, à son contrôle, à ses taules... Parce que d'une répression "spécifique" surgissent des questions plus larges qui touchent tout un chacun, l'aspect défensif de l'anti-répression doit s'allier à d'autres batailles. Quand plusieurs personnes se retrouvent en prison, accusées de l'incendie du centre de rétention de Vincennes, cela devrait logiquement entraîner une solidarité au moins de la part de tous ceux qui participent à la lutte contre les centres de rétention et aux côtés des sans-papiers. Il y a un enjeu, au sein même de cette lutte, à être solidaire des inculpés et à se battre pour leur libération.* »

Cette brochure est disponible dans toutes les bonnes boucheries et pour les branchés, c'est par là que ça se passe : http://infokiosques.net/spip.php?article649

Face à la répression:

Après la grande soupe spectaculaire qui nous a été servie lors des arrestations du 11 novembre (pourtant bien réelles, elles), un émoi s'est élévé parmi nombre d'entre nous. Si l'envie de réagir face aux attaques qui nous sont assénées est indispensable, l'urgence de la situation ne peut servir d'excuse pour faire l'économie de réflexions sur le "quoi faire?".

Les deux textes qui suivent sont des contributions critiques écrites dans l'espoir d'ouvrir des discussions et des perspectives.

Bien que ces sujets soient sensibles pour le moment, il nous a semblé important d'oser en discuter et de ne pas se faire "prendre en otage" par la situation.

Le premier texte a été distribué lors d'une soirée organisée dans un squat et qui avait pour objet la *"criminalisation des mouvements sociaux".* **Le second a été écit par nos petites mains.**

Nous sommes conscients des limites de ces deux textes, notamment parce qu'ils n'abordent qu'une partie de la répression – celle qui nous touche en tant que personnes en lutte contre la vie qu'on nous impose. Il y a aussi quelques redondances, mais, dans l'ensemble, nous les avons trouvés complémentaires.

Par ailleurs, nous ne pouvons que vous recommander la lecture de *"S'opposer à la répression : réflexe conditionné ou mouvement volontaire"*, **ainsi que celle de** *"A l'air libre".* **Deux textes qui reprennent une autre signification à la lecture des événements auxquels nous sommes confrontés.**

Vous pourrez notamment les trouver dans le livre *"A couteaux tirés avec l'existant, ses défenseurs et ses faux critiques"* **paru chez "Typemachine" pour la Belgique et chez "Mutines Séditions"[1] pour la France.**

[1] **Type machine** - postbus 30 – 9000 Gent - Belgique
Mutines séditions - BP 275 – 54005 Nancy - France

a propos de la répression, de nos peurs et de nos forces.

Lorsque nous[1] sentons l'haleine fétide de la répression dans le creux de notre nuque, nous nous retrouvons souvent acculé.e.s dans les cordes avec ce besoin et ce désir de réagir. Pourtant notre manque de perspectives ou de réflexions collectives hors urgences et attaches sentimentales nous font souvent courrir dans tous les sens. Perdant, alors, nos forces au long du chemin, mais surtout suivant un chemin qui ne mène nulle part.

Pour les plus jeunes d'entre nous, c'est la première fois que nous sommes confronté.e.s à la répression ou, tout du moins, que cette question est posée sur la table. Très bien. Profitons-en donc pour réfléchir à nouveau ensemble sur nos postures face à la répression.

Tout d'abord, pour que le débat puisse nous intéresser, il nous faut poser le problème sur un terrain qui est le nôtre et arrêter de le penser dans les termes du pouvoir. Pour nous, la répression n'est jamais juste ou injuste. Elle est en tant que telle partie intégrante du statu quo d'un système basé sur la domination et l'exploitation. Elle est la menace permanente qui paralyse ou la contrainte physique pour tous les déviants, pour toutes personnes qui ne peut ou ne veut s'adapter aux règles qui nous sont imposées. Il n'y a donc pas de répression *"abusive"*, pas plus que de *"dérapage répressif"*; il y a la répression et son rôle de maintien de l'ordre.

Si nous sommes d'accord avec cela, alors il nous faut admettre son corrolaire qui déduit qu'il n'y a pas de co-existence pacifique possible entre les esprits rebelles en lutte pour l'auto-organisation et l'Etat (ou toute autre forme de "pouvoir sur"). C'est-à-dire, qu'à partir du moment où une personne éprouve une réelle inadaptabilité à ce monde et qu'elle décide de s'organiser en conséquence, alors on peut presqu'être sur qu'un jour ou l'autre elle sera confrontée à la répression. Ce n'est pas être fataliste que de dire ça, c'est comprendre les logiques de ceux et celles qui veulent maintenir leurs privilèges. C'est assumer le conflit qui nous opposent à eux/elles et prendre en compte les armes qu'ils et elles ont en leur faveur.

Toujours dans cette même logique de déconstruction du discours dominant, nous ne pouvons envisager la répression à travers les termes de "criminalisation" des "mouvements sociaux". Nous pouvons par contre affirmer qu'à chaque fois que des gens se donnent les moyens de remettre en cause l'ordre établi (lors de mouvements sociaux ou pas), alors l'Etat utilise certains mécanismes d'auto-défense. Quand le besoin s'en fait ressentir, il peut en mettre de nouveaux en place (les fameuses lois anti-terroristes par exemple), et s'assure une légitimité en créant de la "criminalité" afin de justifier publiquement des dispositifs de contrôle et de punition a priori inacceptables.

C'est ce qu'il se passe aujourd'hui en France (hier en Italie, en Espagne et ailleurs). L'Etat exagère des événements (sabotages, casses diverses, manifs sauvages,…) qu'ils requalifient d' "actes terroristes" et désigne des coupables facilement isolables en montant de toutes pièces une nébuleuse "mouvance anarcho-autonome". Que ces actes existent, nous n'avons pas à le cacher, que ceux-ci nous inspirent non plus. Que du contraire, nous avons plutôt tout intérêt à les faire connaître et à diffuser les idées de révolte qui se trouvent derrière. Mais ces gestes n'appartiennent pas à une dite *"mouvance"* qui n'existent que dans la tête des flics.

Si traverser la rue quand le feu est rouge, accueillir un sans-papier chez soi, occuper une maison vide, voyager sans ticket de métro, bloquer les accès à un lieu de travail, se débattre face à une arrestation, s'organiser contre des situations insupportables, diffuser de l'info par rapport à des luttes,… sont des gestes "criminels" alors, il nous est facile de comprendre que cette catégorie ne nous intéresse pas. Non seulement parce que ces critères nous sont imposés par le pouvoir et que lui seul décide de ce qu'il en fait, mais aussi parce que reconnaître la notion de criminalité en tant que ligne de démarcation de ce qui nous est permis de faire ou pas nous dépossède de notre autonomie face à nos moyens d'actions. En nous plaignant de la "criminalisation" des certains gestes, nous essayons encore de leur donner une certaine légitimité, or se placer dans la "légitimité", c'est encore reconnaître au pouvoir le droit d'approuver ou non une lutte qui vise à le détruire. Il nous appartient à nous de choisir –selon notre éthique et notre réalité – les moyens que nous estimons nécessaires et adéquats à la reprise en main de nos vies.

[1] Dans ce texte, l'utilisation du « nous » se réfère aux personnes s'organisant de manière non-hiérarchique pour en finir avec l'ordre établi de ce monde.

Oui, mais que faire ?

Tout comme la notion de "criminalisation" n'est pas nôtre, les concepts de coupable ou d'innocent ne devraient pas faire partie de notre vocabulaire. Parce que ces termes nous sont imposés et que ce n'est pas selon ces citères que nous démontrerons (ou pas) notre solidarité. Sans faire les héros ni les martyrs, nous n'avons pas à nous faire passer pour de *"bons citoyens"* quand nous ne le sommes pas. Que gagnerions-nous à ce petit jeu ? Dans le meilleur des cas, nous trouverions quelques personnes indignées qui nous rejoindraient sur de fausses bases et qui nous permettraient de faire l'illusion du nombre. Mais jamais, nous ne gagnerions en force à avancer les idées et les pratiques que nous jugeons nécessaires. Sans compter que ce genre de discours ne permet jamais d'analyser la répression pour ce qu'elle est, vu qu'on joue à cache-cache derrière une façade.

Et puis, que faisons-nous alors des personnes qui ne peuvent jouer la carte de l'innocence ? La question se pose aujourd'hui pour plusieurs compagnon.ne.s. On les laisse crever en prison parce qu'ils et elles ne peuvent pas être défendu.e.s selon des critères reconnus valables par le pouvoir ou par cette fameuse "opinion publique"? Prendre l'option de l'innocence et ne pas assumer une certaine conflictualité (et on ne parle pas nécessairement ici de revendiquer des actes précis) c'est en quelque sorte se désolidariser d'autres personnes qui ne peuvent en dire autant, car il nous faut comprendre que la répression n'est jamais un rapport personnel entre toi et le juge, mais un coup porté à l'ensemble des gens en lutte. Nous ne pouvons être fort.e.s face à la répression que si nous comprenons pourquoi elle nous frappe et que nous nous considérons embarqués dans le même bateau.

Si tout le monde renie ses idées, ses amitiés, ses lectures et rentre chez soi dès que la répression pointe le bout de son nez (et, pour le moment, nous devons bien avouer que le niveau de répression en Belgique n'est pas très élevé) et que plus personne n'ose affirmer une solidarité envers des moyens d'action ou des idées subversives, alors il ne faudra pas longtemps pour que le totalitarisme démocratique puisse s'imposer et pour que l'idée de tout changement radical des rapports sociaux soit envoyée aux oubliettes.

Pour nous la croyance en l'*"invisibilté"*[2] est non-seulement une illusion, mais aussi un choix stratégique dangereux et déforçant. Pour être plus justes, nous affirmons que cette croyance est une illusion à moins que tu ne décides réellement de rentrer dans la clandestinité; et alors il faut être prêt.e à assumer la vie qui va avec et tout ce que ce choix implique. Mais nous ne pouvons continuer à croire que l'on puisse vivre en squat, prendre part à des mouvements sociaux, diffuser des brochures, éditer des livres, fréquenter certaines personnes,… et rester invisibles. Et tant le contexte politique actuel que notre désir de pouvoir choisir un minimum ce qu'on veut faire, nous amène à dire que l'abnégation accompagnant la clandestinité n'est pas une réelle option pour nous aujourd'hui.

Par ailleurs, le fait de croire que l'on doit se cacher de tout afin d'éviter la répression est dangereux, car il nous isole et nous fait perdre toute présence publique. Entrer dans cette logique donnerait au pouvoir la possibilité de décider pour nous ce qui peut exister ou pas. Plus personne n'oserait organiser ou prendre part à une manif, coller des affiches, tenir une bibliothèque, exprimer des idées en public, démontrer du soutien quand quelqu'un se retrouve en prison,… C'est là un magnifique travail de la répression que de nous amener sur cette pente glissante. En nous imposant à nous mêmes ce genre de discours et de pratiques, nous assumons prématurément la perte de tout espace de lutte(s), de paroles et d'actions, sans même avoir essayé de créer un rapport de force qui nous permettrait de les garder.

Face à ça, nous avons un défi à relever : continuer à faire exister –tant par les écrits que par les actes- les idées pour lesquelles nous nous battons et pour lesquelles bien des générations avant nous se sont battues. Les diffuser et les traduire en actes pour qu'elles ne soient pas attribuables à des personnes isolables, mais qu'elles soient des pratiques socialement diffuses. Et elles le sont déjà. Elles le sont quand des travailleurs pratiquent le sabotage sur leur lieu de travail. Elles le sont quand des détenus foutent le feu à leurs prisons, quand des étudiants bloquent des trains, quand des banques volent en éclat, quand – en France- des manifestations émeutières éclatent un peu partout suite aux résultats d'élections démocratiques ou encore, plus récemment, quand, en Grèce, des milliers de personnes se révoltent dans la rue suite au meurtre perpétué par un flic.

S'il y a une chose que nous pouvons tenir politiquement face à la répression – en dehors du soutien pratique à amener à nos ami.e.s, compagon.ne.s, camarades en prison ou en procès – c'est de répandre partout dans la rue la révolte pour laquelle ils et elles se retrouvent aujourd'hui entre les mains de ces charognards. La diffuser à tel point que le climat devienne irrespirable pour la répression, qu'elle se rende compte que ces coups ne sont pas acceptés sans qu'une force ne s'organise en face.

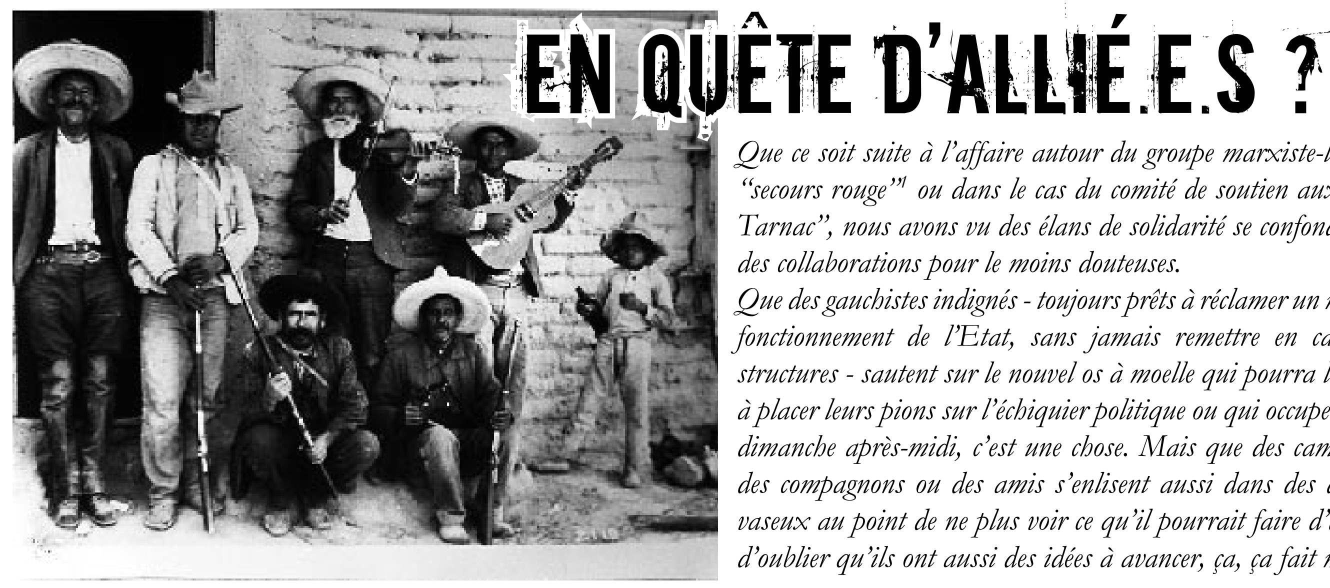
C'est ce qui a été tenté en France lors des deux «semaine de solidarité» avec les inculpé.e.s sensé.e.s appartenir à la «mouvance anarcho-autonome». C'est ce qu'il se passe quasiment systématiquement en Grèce où un anarchiste ne peut être arrêté sans qu'il n'y ait de représailles. Ca s'est passé en Espagne où une compagnie a reçu tellement d'attaques, qu'elle a décidé de retirer sa plainte. Ca se passe là, ça se passe un peu partout. Reste a généralisé cette capacité à se reconnaître dans les assauts que recoivent nos camarades.

Parce que notre attitude face à la répression fait aussi partie de la lutte que nous menons contre le pouvoir et que ce combat doit être gagné par un rapport de force et non pas par des stratégies biscornues (innocentisme, alliance "objective" avec tout le monde et n'importe qui pour faire nombre face à l'"ennemi commun",…) qui nous affaiblissent là ou nous pourrions nous montrer fort.e.s

Allez, ce n'est qu'un début continuons le… débat. (Et puis le combat aussi tant qu'on y est !)

Des potentiellement réprimé.e.s

[2] La critique de l'invisibilité qui suit ne veut pas dire que nous fonçons tête baissée et le cœur léger dans la gueule du loup. Non, pour cela il y a des trucs et astuces de sécurité interne qui relèvent de la prudence. Mais nous faisons la distinction entre l'anonymat de certains actes ou écrits et l'invisibilité de nos vies.



EN QUÊTE D'ALLIÉ.E.S ?

Que ce soit suite à l'affaire autour du groupe marxiste-léniniste "secours rouge"[1] ou dans le cas du comité de soutien aux "9 de Tarnac", nous avons vu des élans de solidarité se confondre avec des collaborations pour le moins douteuses.
Que des gauchistes indignés - toujours prêts à réclamer un meilleur fonctionnement de l'Etat, sans jamais remettre en cause ses structures - sautent sur le nouvel os à moelle qui pourra les aider à placer leurs pions sur l'échiquier politique ou qui occupera leurs dimanche après-midi, c'est une chose. Mais que des camarades, des compagnons ou des amis s'enlisent aussi dans des discours vaseux au point de ne plus voir ce qu'il pourrait faire d'autre et d'oublier qu'ils ont aussi des idées à avancer, ça, ça fait mal.

Au secours,… des rouges

> *"Si les épigones des forces autoritaires qui ont étouffé tant d'élans subversifs sont, en tant que nombre et projet, mal en point, pourquoi les aider à sortir de leur désastre? Pourquoi s'attarder parmi les momies alors que le vent souffle fort? Eux, font des calculs politiques, nous pas."*
> (anonyme, dans "A l'air libre")

Bien que semblables dans leurs dynamiques, ces deux manières de rallier des gens autour d'une certaine "solidarité" diffèrent quelque peu dans leurs discours.

Pour le secours rouge, rien ne change : *"Nous avons un ennemi de classe commun à affronter et nous règlerons nos différents politiques plus tard"*. Tant pis s'il faut faire le grand écart pour accepter la défense de certaines associations citoyennes retirant les idées révolutionnaires des inculpés pour en faire de simples victimes du déni du droit à l'expression. Tant mieux si quelques anti-autoritaires se joignent à eux. Tant que ça sert la Cause, tout est bon dans le cochon.

Rien de bien neuf donc, on ne change pas une équipe qui perd. C'est déjà comme ça que le parti communiste révolutionnaire et son komintern avaient justifié le retour à un discours "classe contre classe" dans les années '30. Discours qui trouve sa forme la plus claire dans le texte *"Appel aux fascistes"*[2]. Ce texte, écrit en 1936 par Togliatti, tend explicitement la main aux *"camarades fascistes"* qui ont eux aussi comme ennemi les *"requins capitalistes"*. Par moment cela donne ce genre de chose : *"Les communistes adoptent le programme fasciste de 1919* (ndlr: édicté par Mussolini) *qui est un programme de liberté. (…) Travailleur fasciste, nous te donnons la main car nous voulons construire avec toi l'Italie du travail et de la paix, nous te donnons la main car nous sommes, comme toi, des fils du peuple, nous sommes tes frères, nous avons les mêmes intérêts et les mêmes ennemis"*.
Voilà, ce que l'idée de "l'alliance objective" peut parvenir à faire quand on ne prend qu'un critère pour lutter.

Pour ce qui est de la postposition de la résolution des conflits politiques, merci, mais les exemples de la guerre d'Espagne de 1936, de Cronstadt ou de la Makhnovstchina nous ont déjà enseigné à refuser ce genre d'alliance. Et puis, plus simplement, peut-on lutter ou apporter son soutien à des gens qui veulent instaurer un régime qui ne peut être que totalitaire de par les structures qu'ils proposent (parti révolutionnaire, politburo, prépondérance du travail,…) ? Un régime qui gardera des prisons ou des *"camps de rééducation"* –selon le jargon- pour les déviants et autres incontrolés?

Mais alors, comment des camarades aux idées anti-autoritaires ou luttant pour l'auto-organisation peuvent-ils se joindre aux différentes manifestattions de soutien (rassemblements, soirées-concerts, émissions radio,…) au secours rouge ? La réponse est probablement à trouver partiellement dans des vieux restes d'un à-priori d'unité ou de proximité entre "révolutionnaires", dans une vieille image du front populaire s'affrontant à la droite fasciste et réactionnaire. Et pourtant, tout a déjà été dit cent fois et beaucoup mieux que par moi : *"L'unité anti-fasciste n'a été que la soumission à la bourgeoisie… Pour battre Franco, il fallait battre Companys et Caballero. Pour vaincre le fascisme, il fallait écraser la bourgeoisie et ses alliés staliniens et socialistes. Il fallait détruire de fond en comble l'Etat capitaliste(…) L'apolitisme anarchiste a échoué"* (los amigos de Durruti, 1937)

---

[1] Fin juin 2008, une perquisition internationale a lieu aux domiciles de différents membres du groupe « secours rouge ». On leur reproche la participation à une « organisation à visée terroriste », accusation basée sur leurs liens avec le *« Parti Communiste Politico-Militaire »* italien, parti ayant revendiqué plusieurs attaques. L'enquête est toujours en cours sous juridiction « teeroriste » et la date du jugement, n'est toujours pas connue.

[2] «Appel aux fascistes», P. Togliatti, éd. Nautilus

Le comité très visible

Du côté des comités de soutien[3], c'est une logique assez similaire, mais, en apparence en tout cas, moins marquée idéologiquement. Etant donné la largeur et les différences flagrantes entre les personnes impliquées dans ceux-ci, nous parlerons ici uniquement de la schizophrénie des camarades impliqués dans ces comités.

Ici, la logique de départ peut plus ou moins se résumer en ces quelques mots : "*Des amis ou des camarades se retrouvent en prison, merde, vite, vite il faut faire quelque chose pour les en sortir".* La dynamique qui s'ensuit, elle, mérite bien quelques paragraphes

Partant du constat qu'on n'est pas nombreux et d'une drôle d'idée que ça serait le nombre qui compterait; il leur faut trouver un point d'attaque pas trop fachant qui permettra de rallier des gens. Et pour ça, quoi de mieux que de feindre l'indignation face aux dits "abus" de l'Etat (ici via les lois anti-terroristes) ? C'est assez large comme critère. En temps voulu le bouchon sera poussé jusqu'à dénoncer l'incessante *"dérive du droit";* laissant supposer que le droit en soi serait une chose neutre et que seule son application serait problématique.

Et puis, toujours dans cette course au nombre, et vu que les moyens mis en place sont trop faibles face à la hauteur de la situation, on va aussi aller chercher quelques intellectuels de gauche, ça donne du crédit ça. Tant pis si cela ouvre grand les portes au crédit de leurs positions politiques social-démocrates. *"On ne fait pas d'omelettes sans casser des oeufs",* comme disait ma mère.

En outre, par soucis de "rétablir la vérité" auprès de cette fameuse «opinion publique», certains donneront des interviews à des journaux ayant directement participé au grand spectacle médiatico-policier du 11 novembre en reprenant allègrement les thèses de la police et en étalant dans leurs pages la vie de certains des inculpés. Là encore, comme si le moyen de la presse officielle était neutre. Comme si on ne savait pas que pour que l'article soit accepté il allait falloir s'auto-censurer sur des propos trop "vindicatifs" ou que le journaleux n'allait finalement garder que ce qui irait dans sons sens (ou, s'il est sincère, que ce qu'il peut comprendre ou ce que lui déciderait comme ayant de l'importance) pour remplir le nombre de signes demandés par son rédacteur en chef; noyant alors ces propos dans le flot d'informations insignifiantes quotidien. Parce que c'est là aussi la magie de la démocratie, la puissance à pouvoir tout pacifier ou à laisser tout dire tant que les mots restent des mots et n'appellent pas aux actes.

Stratégie quand tu nous tiens.

Ces deux dynamiques partent d'un constat ou d'une crainte qui concerne chaque (goupe de) personne ne suivant pas le cours tranquille de la vie "normale": comment ne pas se retrouver isolés et donc plus faible? C'est sur les réponses données à cette question que nous différons.

Selon les deux stratégies rapidement énoncées auparavant, sortir de l'isolement signifierait s'adresser à l'opinion publique. Et souvent cette démarche est accompagnée d'une réserve pour ne pas "brusquer les gens". Dans un premier temps, on va dire ce qu'on pense qu'ils peuvent entendre (le secours rouge a au moins ça pour lui qu'en tant que tel il est toujours clair sur ses positions, mais par contre il est moins rigoureux sur le choix de ses alliés). Position particulièrement arrogante dans le sens où elle part du présupposé que ce qu'on vit est tellement différent que peu de personnes peuvent s'y reconnaître.

Or, la répression et le sentiment d'insatisfaction face à ces vies perdues sont assez répandus. C'est parler de ce vécu commun et le replacer sur un terrain de lutte qui pourrait éveiller non pas l'indignation, mais la rage auprès de la dite "opinion publique". Mais, bien que l'on aime pas se l'avouer, c'est bien souvent le spectre du "prisonnier politique" qui, même sous une forme ammoindrie, continue à planer au-dessus de nos têtes.

Si cette position ne nous semble pas être un point de départ intéressant pour s'affronter à la répression, elle est d'autant moins tenable qu'elle nous amène très vite à mentir[4], à cacher des choses, à éluder des sujets ou à affirmer des idées qu'on ne pense pas. On va tantôt nier sa position de révolté, renier des connaissances, ou encore s'indigner face aux *"abus policiers"*, aux *"lois liberticides"* et au *"non-respect des procédures judiciaires"*... Tout en sachant très bien que ce ne sont pas des "dérapages" du système, mais des méthodes inhérentes à celui-ci et que dans le négatif de toutes ces plaintes peut se lire une demande de remise à flot de l'épave de l'Etat de droit alors que nous pourrions encore lui envoyer quelques boulets de canon.



[3] Etant donné la multiplicité de ces comités, nous n'oublions pas les particularités de chacun d'entre eux. Nous parlons ici d'une tendance générale lancée par le comité basé à Tarnac ainsi que des expériences que nous avons pu voir à l'œuvre.

[4] Pour les flics de la pensée : Nous n'attribuons pas de valeur morale au mensonge. Nous mentons sans aucun problème aux contrôleurs, aux juges, aux flics,… et en bien d'autres situations relevant de la débrouille. Mais nous ne voulons pas mentir sur nos intentions aux personnes avec lesquelles nous nous organisons.

Loin d'être une déduction abstraite de notre part, ce désir d'un Etat qui respecterait ses propres règles en tant que garant du bon fonctionnement de la démocratie est d'ailleurs tenu ouvertement par des intervenants invités lors de soirées de soutien, des signataires de carte blanche ou des associations ayant écrits des communiqués de soutien (auxquels on donne du crédit en les diffusant). Preuve flagrante du consensus mou sur lequel se base cette alliance et de l'impossibilité de tenir un discours proche de nos idées.

De même la carte de l'innocentisme jouée à tout crin relève de l'escroquerie intellectuelle. S'il ne s'agit pas de revendiquer des actes restés anonymes, pousser le bouchon jusqu'à essayer de faire croire que c'est parce qu'on est épicier, parce qu'on traduit un texte ou parce qu'on vit en communauté que la répression s'abat sur nous est une fausse analyse de la répression distillée de manière consciente afin d'atteindre ses objectifs. En effet, la répresion ne s'acharne pas sur chaque petit commerçant, ni sur les traducteurs de l'Union Européenne et pas même sur un quelconque hippy ayant rejoint la campagne. Ou, tout du moins, si elle le fait ce n'est pas pour ces raisons. Ce qui est attaqué dans ces deux affaires ce sont des liens, des idées et des pratiques relevant d'un discours reconnu comme étant "révolutionnaire".

Faire passer l'outil répressif pour un ramassis de flics et de juges débiloïdes en caricaturant certaines de leurs incapacités - mis à part que ça nous permette de bien rire entre potes - ne permet pas de le considérer pour ce qu'il est. On ne montre que les traits grossiers d'une machine visant à mettre au pas la contestation sociale, alors que le caractère totalitaire du contrôle est bel et bien plus finaud. (carte d'identité, registre national, biométrie, fichiers permettant les bases de données, surveillance téléphonique,…)

Là où nous voyons l'impasse de ce genre de stratégies (au-delà du fait qu'elles ne soient justement que pures stratégies et qu'elles n'émanent pas de ce que nous sommes, de ce que nous portons, de ce que nous ressentons) c'est que, si elles permettent de rallier beaucoup de gens (ce qui reste encore à démontrer), les unions se font sur de fausses bases ou sur un ensemble de positions qui restent les unes à côté des autres. Et, soit, on reste avec l'insatisfaction d'un discours édulcoré pour cause d'alliance foireuse, soit les dissensions pointent le bout du nez au moment où tombent les masques. Cette constitution d'une "force collective" apparaissant alors pour ce qu'elle est : une illusion.



A moins que vous (et votre groupe de camarades) ne vous considériez comme un super stratège qui aura, après une première phase de préparation, réussi à "radicaliser les masses". Mais il faut être bien malin pour y parvenir sur la longueur. Et, quand bien même, nous n'envisageons pas notre implication dans les mouvements ou dans les luttes comme celle de personnes venant apporter la lumière à la plèbe ignare. Non, malgré nos différences, nous nous plaçons d'égal à égal avec les personnes rencontrées. Nous recherchons des complices pas de la pâte à modeler. Des complices avec qui partager des idées/pratiques et avec qui nous pourrons peut-être faire un bout de chemin ensemble au-delà de cette lutte spécifique. Et s'il est vrai que la question de la forme selon laquelle nous partageons nos idées afin qu'elles puissent être accessible est pertinente, le fond, quant à lui, ne change pas au gré du vent ou selon les circonstances des forces en présence.

Sans quoi, et nous ne l'avons que trop expérimenté, toute l'énergie déployée ne viendra qu'alimenter les luttes partielles visant à un amménagement du système, vu que nous-mêmes nous n'aurons pas porter une critique plus globale en partant d'une situation spécifique (prison, sans-papiers, lois liberticides,…)

Sortir de l'isolement.

Agir entre convaincus alors ? Certainement pas ! Mais agir sur des bases claires qui permettent de rencontrer des compagnons de lutte (et plus si affinités) et à faire exister nos réelles idées. Parce que nous ne nous sentons pas plus forts quand nous sommes nombreux sous une banderole faible.

Pensons-nous être si exceptionnels -que nos idées soient tellement farfelues - au point que personne ne pourrait nous comprendre ?

En ces temps de grogne de plus en plus généralisée, rien n'est moins vrai. Les oreilles et les esprits sont probablement plus ouverts aux remises en question. Encore nous faut-il savoir saisir les occasions et mettre en avant nos idées de manière décomplexée.

Il ne s'agit pas de se doter d'une parure radicale, ce n'est pas non plus un appel au repli identitaire. Nous disons juste que tout n'est pas que stratégie. Que les moyens ne sont pas neutres et que, même s'ils peuvent aider à sortir des camarades de prison, certains d'entre eux nous affectent et laissent des traces.

Certains diront que ce texte relève de la discussion interne, que nous hurlons avec les loups de la meute policière. Nous affirmons que quand tout est étalé dans la presse officielle (tant par les journaflics que via la collaboration active de certains inculpés, membres de comités, parents,…) cete considération devient une chimère. Par ailleurs un "mouvement" qui ne laisse pas de place à des tentatives d'auto-critiques et reste campé sur ses certitudes est sclérosé et ne nous intéresse pas.

Auto-réduction.

Petit rappel pour les malheureux qui n'auraient pas lu les anciens numéros de Tout Doit Partir : un auto-réduction consiste à refuser ensemble de payer le prix demandé pour différents services : l'électricité, le téléphone, les transports, les loyers, et même la nourriture et les autres biens de consommation.

Si l'auto-réduction connut ses heures de gloire lors du mouvement autonome italien des années '70, il semblerait que les bons moyens d'action ne tombent jamais dans les limbes de l'histoire. A Bruxelles, Grenoble, Lille, Rennes, Buenos Aires (et sans doute ailleurs) des personnes se sont récemment adonnées aux joies de la réquisition collective en super-marché.

Bien qu'à priori ces gestes nous réchauffent le cœur, il nous faut encore une fois admettre qu'une pratique (même radicale) ne parle jamais de soi. Pour certains collectifs, de chômeurs et de précaires notamment, l'auto-réduction est utilisée comme un argument de force dans la négociation avec les patrons. Elle n'est donc pas vue comme une remise en cause du système marchand, de l'exploitation ou de la notion de propriété, mais plutôt comme un moyen *« juste en temps de crise »*. Non seulement cela est faible stratégiquement vu que la résolution de la situation reste entre les mains de la bonne volonté du gérant, mais en plus cette logique garde encore la structure du mendiant demandant l'aumône, là où il pourrait prendre sans avoir à se justifier.
Les expériences bruxelloises que nous reprenons ci-dessous se sont, elles, passées de négociations, grand bien leur fasse.



Volez et mangez en tous

Lorsque les « sans-papiers » sont arrivés à l'ULB, nous sommes venus demander du pain chez GB/Carrefour. Les deux premiers jours, nous sommes repartis avec plus de cent kilos de pain dans des sacs poubelle pour les donner aux occupants de l'ULB.
Mais le troisième jour, soit le vendredi 21 novembre, la direction du GB/Carrefour a préféré jeter ce pain. Depuis, Carrefour a donc jeté plus d'une tonne de pain … Un tel gaspillage est intolérable, bien que organisé quotidiennement par la « grande distribution ». Nous avons donc pris ce qui devrait être donné et partagé tous les jours. La direction nous accusera de « vol », arguant qu'il s'agit ici de marchandises, elle invoquera, comme la police, la propriété privée. C'est ce même argument qui est systématiquement retourné contre les travailleurs lorsqu'ils bloquent des super-marchés pour lutter contre leur exploitation.
La propriété c'est le vol organisé par une petite minorité afin d'orchestrer la misère de l'immense majorité. Nous ne volons pas des travailleurs, nous partageons des biens afin de nous organiser en dehors des voies usuelles d'appropriation marchandes.
Certains seront choqués par les moyens que nous avons mis en œuvre contre une société qu'ils osent encore habiter. En effet, comment tolérer ce gaspillage quand on sait que la production capitaliste provoque des désastres écologiques et humains de plus en plus irréversibles ?
D'autres seront sans doute choqués comme ils ont été rassurés quand On a sauvé les banques, qu'ils sachent que nous sommes pour la fin d'un système-monde. Loin de croire qu'un autre monde est possible, nous savons pour l'avoir vécu au coin d'une table, dans un potager, lors d'une action d'auto-réduction ou de blocage de TGV, que d'autres mondes existent. Nous entendons les partager et surtout leur donner l'occasion de s'épanouir.
Nous l'avons fait ... les mailles de la machine sont vulnérables, à nous de nous organiser.

Des portes-papiers anonymes,
Des misérables casqués,
Arsème Lepain.

(texte trouvé sur cemab)

Ils pillent le Delhaize

Une bande d'anarchistes déjantés est entrée dans un magasin Delhaize de la chaussée de Louvain, à Schaerbeek.

Après avoir rempli des sacs de bonne nourriture, du champagne, des crevettes, des Ferrero Rocher, ils ont lancé des tracts en l'air en criant que c'était la journée du gratuit... et puis ils sont partis sans rien payer !

«Il était 17 h 10 lorsqu'une dizaine de personnes sont entrées. Elles avaient des sacs en main. Elles ont fait leurs courses de manière individuelle», explique un membre du personnel. «Un autre groupe est entré et a hurlé, tout en lançant des tracts en l'air : Participez à la grande distribution des rôles» ...
Il poursuit: «Il y en a un qui a bloqué la porte, les autres ont rempli les sacs. Il n'y a pas eu de panique, mais c'était étrange.»



Dès que les sacs de provisions étaient remplis de denrées chères, le groupe, soit plus de 25 personnes, a quitté le supermarché par les portes bloquées par le complice.
«Il s'agit de vol. Ils ont dérobé plus de 1.000 euros de marchandises.».
Et tout cela en estimant qu'ils étaient dans leur droit

(repris du journal «la dernière heure»)

Caisse de Lutte & Antagonisme de Classe

C'est la guerre… la Guerre sociale.

Entre les exploités et les exploiteurs, en une période où les pauvres morflent toujours plus, et la crise ne va pas arranger les choses. Les patrons et l'Etat appuyés de leurs flics trouvent tous les prétextes pour nous faire bosser plus et nous payer moins, nous mettre au pas de la conjoncture. La répression s'accentue, des résistants sont traduits devant des juges anti-terroristes, les sans-papiers sont raflés et expulsés, les fichiers et les prisons fleurissent et se remplissent.

Face à ce monde de merde, à cette survie qu'on nous impose les explosions de colère et de révolte se multiplient : grèves, blocages, sabotages, émeutes... Ce qui est logique, nécessaire et heureux.

Tout le monde sait que dans bien des cas l'argent est un des nerf de la guerre. Dans les luttes, on a parfois besoin de thunes en urgence.

D'où l'idée de créer localement une caisse de soutien aux luttes et lutteurs.

Une des manières pour que se concrétise un sentiment de solidarité, par un soutien matériel, financier, moral et politique.

Quant aux critères de culpabilité ou d'innocence, ils n'ont de sens que pour l'Etat et sa justice, pas pour nous. Les actes parlent bien souvent d'eux-mêmes et nous permettent de reconnaître nos camarades.

Une caisse pour :

- Soutenir des personnes dons l'activité dans la guerre a l'ordre établi les a envoyé devant la justice ou en prison (par exemple en envoyant des mandats pour les frais de cantine).
- Soutenir des luttes sociales et grèves en cours.
- Faire parler des luttes et ou de la répression, faire circuler de l'info, créer des liens.

Une caisse qui ne pourra évidemment pas régler tous les problèmes, mais on l'espère apportera sa pierre pour que se brise la vitrine du vieux monde...

LA SOLIDARITÉ EST UNE ARME !

Avignon, décembre 2008.

clac40@no-lo.org



Nous sommes heureux de vous apprendre la naissance du petit :

A corps perdu

Un petit mot de ses parents accompagnait sa venue au monde.

« Cette revue part d'une exigence commune: dépasser la nécessaire agitation du quotidien des luttes pour prendre le temps de l'approfondissement et aiguiser nos armes. Parce que nous ne séparons pas la théorie de la pratique, que nos désirs de liberté se forgent d'expériences comme de réflexions, nous avons souhaité apporter une contribution à la guerre sociale en cours. Un moment qui soit une source d'idées et pas d'opinions, un lieu où réinventer un espace commun de débats à partir de contexte particuliers.

Mais cette revue part aussi d'une insatisfaction: lire ce que nous n'avons pas trouvé ailleurs, porter une perspective anarchiste qui parte de l'individu pour la relier à l'antagonisme social quotidien, retrouver le goût d'une subversion affranchie des classiques de la critique autoritaire, même hétérodoxe. En somme, débarassée de la politique.»

Pour ses amis belges, vous pouvez rendre visite au petit «a corps perdu» au locale ACRATA - rue de la grande île, 32 -Bruxelles.

En France, vous pourrez contempler son joli minois à : 21ter, rue Voltaire- 75011 - Paris.

ou encore sur www.acorpsperdu.net.

Espérons que ses parents ne tardent pas à lui faire pleins de petites soeurs et frères!



L'amour…

La Cavale : www.anarchistblackcross.be
Basse intensité : http://basseintensite.internetdown.org
Cette semaine : http://cettesemaine.free.fr
Non-fides: http://non-fides.fr
www.infokiosques.net (même si tout n'est pas à prendre)
De Nar : info@denar.be

…est enfant de bohème.

CONTRE LE NUCLEAIRE ET SON MONDE



Si l'industrie nucléaire a le vent en poupe, c'est qu'elle est la plus adaptée pour produire l'énergie dont ce monde capitaliste a besoin ; qu'importe donc sa nocivité ou ses dangers (radiations, déchets, cancers, etc.). Elle n'est que l'extrême caricature d'un système industriel qui produit sans cesse des nuisances (pétro-chimie, agro-alimentaire, amiante, cancer toujours, etc.).

Le nucléaire ne disparaîtra que si une nouvelle énergie économiquement plus intéressante est à même de le remplacer... ou si, un mouvement de protestation de grande ampleur ayant pour base les populations locales, entre en conflit direct avec l'Etat, sans chercher à négocier ni à le convaincre, mais le considère pour ce qu'il est : un ennemi, un péril pour notre existence même. C'est se leurrer que de vouloir lutter contre le nucléaire sans se débarrasser de la société et du système économique qui le font exister car, comme disait l'autre :

Toute contestation partielle rejoint la fonction répressive du vieux monde.

A BAS LE CAPITALISME,

L'ETAT ET LA DEMOCRATIE !